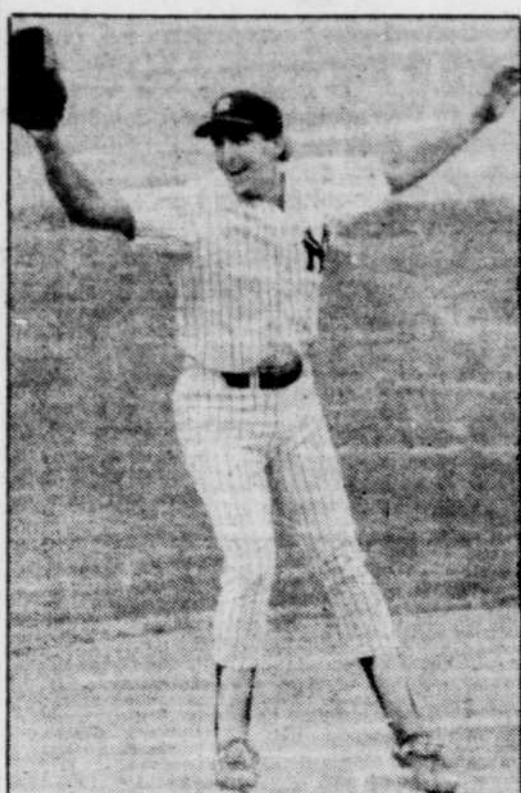


LE SOLEIL D'ÉTÉ

Enfin deux gains mais Sanderson est blessé

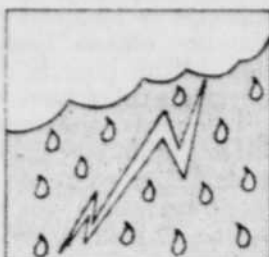
pages B-1 et B-2



Match sans point ni coup sûr pour Righetti

page B-1

Le Festival de jazz de Montréal, ça se passe aussi dans la rue, comme vous le constaterez en page B-6. Dans la page suivante, un texte sur le Théâtre des Marguerites, à Trois-Rivières. Autres signes de saison, l'arrivée des cadets à Valcartier, page A-11, et les travaux dans les rues de Québec, en page A-3. Et si vous êtes en vacances, le Musée de la ferme vous attend, à Neuville, page A-4.



Nuageux avec averses ou orages aujourd'hui à Québec et dans l'Est; maximum de 25 à 29. Demain, dégagement.

détails, page C-5



Mathieu n'a que trois ans, mais il a déjà sa recette pour mieux supporter la canicule.

Chaud, chaud!

La région de Québec a connu, à un degré près, hier, la journée la plus chaude de son histoire en juillet. Le thermomètre a atteint 34,8 degrés Celsius à l'Aéroport de Québec, battant le record du 4 juillet de 30,6 degrés remontant en 1944.

Environnement Canada à l'Aéroport de Québec précise que le record pour une journée de juillet est de 35,6 et qu'il a été atteint en deux occasions, le 17 juillet 1953 et le 30 juillet 1959.

Ce temps chaud et humide est dû à une vague d'air provenant du sud-ouest des États-Unis et le porte-parole d'Environnement Canada à Sainte-Foy ajoutait que le thermomètre a pu atteindre, hier, quelques degrés de plus en ville.

Avec l'arrivée d'un front froid, aujourd'hui, la température devrait être plus fraîche, environ de 25 à 27 degrés, ce qui correspond à la normale saisonnière.

Le mois de juin s'est terminé, dans la région de Québec, avec une température moyenne au-dessus de la normale, soit 17,5 relativement à 16,4. La journée la plus chaude du mois a été de 33,4 degrés, le 21. La précipitation a été de beaucoup au-dessous de la normale, soit 38,5 mm pour une normale de 112 mm.

LE SOLEIL

87e année, no 158
36 pages 3 cahiers

QUÉBEC, MARDI 5 JUILLET 1983

• Livraison à domicile (6 jours) \$2.10
Iles de la Madeleine-Gaspé-Percé-Abitibi 50c Québec 35c

dépôts garantis 1 an Taux annuel 9 1/2%
FIDUCIE PRÊT ET REVENU
692-1221/626-1221

A Ottawa, on prépare le départ de Lalonde

Dix députés du PLQ le rejettent

(D'après PC) — Si, selon les informations obtenues par Le Devoir, des membres de l'entourage du ministre fédéral des Finances, M. Marc Lalonde, tiennent déjà pour acquis qu'il se lancera dans la course à la direction du Parti libéral du Québec, les députés libéraux provinciaux, eux, ne voient pas la chose d'un bon oeil.

Le quotidien montréalais affirme aujourd'hui qu'à Ottawa, on se prépare déjà au départ de M. Lalonde, ce qui vient confirmer la nouvelle publiée en primeur par LE SOLEIL, dans sa livraison de samedi, même si le principal intéressé se défend pour l'instant d'avoir l'intention d'être candidat.

C'est le refus de M. Raymond

Garneau d'entrer dans la course qui aurait précipité la décision des libéraux fédéraux d'envoyer M. Lalonde au combat, ce qui ne plait pas du tout à la dizaine de députés provinciaux interrogés à ce sujet par la Presse canadienne.

Ils ont vanté tour à tour les qualités de M. Lalonde, avant d'ajouter qu'il serait préférable qu'il

continue son travail sur la scène fédérale.

"On est assez grands pour mener notre barque tout seuls, que les gens du fédéral nous laissent tranquilles", a tranché le député de Verdun, Lucien Caron, qui pense qu'un chef venant d'Ottawa amè-

Voir page A-2, LALONDE



La candidature de Marc Lalonde n'emballerait pas les députés libéraux provinciaux.

Conférence fédérale-provinciale des ministres des Finances

Ottawa veut soutenir la lutte à l'inflation

OTTAWA (d'après PC, CP et UPC) — S'il n'en tient qu'à la délégation fédérale, la conférence fédérale-provinciale des ministres des Finances qui a lieu aujourd'hui à Montréal ne tournera qu'autour d'un seul sujet: la lutte à l'inflation.

Convoquée à la hâte par Ottawa, la conférence a pour but essentiel, pour le ministre fédéral des Finances, Marc Lalonde, d'obtenir des provinces un appui entier et une

prise de position ferme qui aillent dans le sens du message télévisé du premier ministre Pierre Trudeau, diffusé mardi dernier.

Malgré une chute de 11,9 pour 100 à 5,4 pour 100 en un an du taux d'inflation, la guerre n'est pas gagnée, le programme du 6 et 5 pour 100 doit être maintenu jusqu'au bout et les provinces doivent contribuer à éviter une nouvelle flambée inflationniste qui risquerait de

compromettre la reprise, pense-t-on dans la capitale fédérale.

M. Lalonde n'aurait toutefois aucune mesure draconienne de rechange, comme un contrôle des prix et salaires, si l'appui des provinces à sa politique ne devait pas être ce qu'il souhaite.

"Je pense que ce serait dommage après tout ce que nous avons fait si les onze gouvernements s'en allaient dans onze directions dif-

férentes quand nous en aurons terminé", a dit M. Lalonde.

Du côté provincial, cependant, certains voudront sans doute aborder également le grave problème du chômage. Le ministre des Finances de Nouvelle-Ecosse, M. Joel Mathewson, s'est déjà dit réticent à couper l'aide gouvernementale à des entreprises qui auraient divers projets sous le seul prétexte qu'elles

ont accordé de trop fortes hausses salariales à leurs employés.

"L'intérêt du Canada est de s'assurer que ces projets pourront se réaliser", dit M. Mathewson qui rappelle que 1,5 million de Canadiens sont sans emploi. Les gouvernements ne devront pas "réagir exagérément et devenir soudainement paranoïaques parce qu'une importante augmentation a été accordée", a-t-il ajouté, faisant

référence aux hausses de salaires de 11 pour 100 par année pendant les quatre prochaines années accordées aux plombiers et mécaniciens en tuyauterie de sa province.

M. Lalonde a vivement réagi à ces augmentations de salaires mais M. Mathewson, qui a avoué avoir été préoccupé par ce règlement au départ, dit être maintenant convaincu qu'il s'agit d'une entente raisonnable, dans ce cas précis.

Un suicidé plein de sollicitude

GLAMORGAN, pays de Galles (AP) — Un professeur d'électronique du pays de Galles est mort sur une chaise électrique de fabrication artisanale, a annoncé la police.

Bill Lambert, 54 ans, enseignant à l'école polytechnique galloise, a été retrouvé mort vendredi dans sa maison, sur le campus de l'université.

Ne manquant pas de sollicitude, il avait laissé aux agents de service une note indiquant qu'il ne fallait pas toucher son corps, assis sur une chaise reliée à un fort courant électrique, a indiqué un porte-parole.



Si la situation n'est pas critique, en général, les municipalités demandent quand même la collaboration de leurs citoyens pour ne pas gaspiller l'eau, en cette période de canicule.

La population priée de ne pas gaspiller l'eau

par Raymond GAGNE

L'arrosage des pelouses, le lavage des véhicules et le remplissage des piscines demeurent la bête noire des municipalités de la région de Québec en cette période de grandes chaleurs.

Les responsables des services d'alimentation en eau de pratiquement toutes les municipalités contactées par LE SOLEIL disent espérer que les citoyens sauront démontrer un véritable esprit civique en s'abs-

tenant d'utiliser l'eau potable à des fins autres que la consommation courante.

La ville de Charlesbourg n'en est pas encore à une situation d'urgence mais, comme le souligne M. Jean-Laval Gagné, directeur des travaux publics, "nous allumons la lumière jaune".

Une partie de la ville de Charlesbourg est alimentée par l'aqueduc de la ville de Québec. Les autres parties de la mu-

nicipalité captent leur eau en trois points d'alimentation différents.

"Dans ces secteurs, dit encore M. Gagné, les réserves sont basses quoiqu'elles suffisent à l'alimentation et à la protection de la population."

"Charlesbourg-Est et Orsainville, dit encore M. Gagné, sont particulièrement vulnérables. Voilà pourquoi il est

Voir page A-2, EAU

Malade, Andropov n'a pas reçu Kohl

MOSCOU (d'après Reuter, AFP, UPI, AP et le NYTNS) — Quelques heures à peine avant l'arrivée du chancelier ouest-allemand à Moscou, le numéro un soviétique Youri Andropov a annulé sa rencontre prévue avec Helmut Kohl pour des raisons de santé.

Il a été relevé pour ces entretiens par le premier ministre Nicolai Tikhonov mais le chancelier Kohl devrait reprendre cet entretien aujourd'hui avec le président du Soviet suprême.

A Bonn, on a nié que ce geste ait été délibéré et qu'Andropov aurait voulu "snobber" le chancelier ouest-allemand, le principal allié des Américains sur la question des euromissiles.

Agé de 69 ans, le leader soviétique paraissait fatigué ces derniers jours; il souffre de diabète et d'autres informations laissent entendre que sa santé se serait dé-

tériorée par suite de troubles rénaux.

Le chancelier Kohl et son vis-à-vis Nicolai Tikhonov ont tous deux clairomner lors d'un dîner officiel leurs positions respectives quant au stationnement des missiles en Europe de l'Ouest, une situation rarement observée en diplomatie.

Pour Helmut Kohl, il est clair que s'il n'y a pas entente à Genève d'ici la fin de l'année, les "Pershing-2" et les missiles "Cruise" seront installés en Europe de l'Ouest, principalement en territoire ouest-allemand.

M. Tikhonov a par la suite répliqué tout aussi clairement qu'il y aurait riposte immédiate de la part des Soviétiques si les Occidentaux mettaient leur menace à exécution.

Dans le toast qu'il a prononcé hier soir au Kremlin, le chef d'

Voir page A-2, ANDROPOV



Cette photo, prise le 8 juin, montre un Youri Andropov peu fringant dont l'état de santé provoque bien des spéculations.

Sommaire

Annonces classées

C-5 à C-10
Arts et spectacles B-6 et B-7
Bandes dessinées C-4
Bridge C-10
Carrières et professions A-8
Décès C-11
Economie-finance C-1 à C-3
Editorial A-15
Feuilleton B-8
Horoscope C-9
Information régionale A-6 et A-7

Loterie A-2
Monde A-8 à A-10
Mot mystère C-6
Mots croisés C-8
Où aller à Québec B-8
Page des lecteurs A-15
Page documentaire A-14
Patron C-7
Sport B-1 à B-5
Télévision B-6

LALONDE

(Suite de la première page)

nérait de l'eau au moulin du Parti québécois.

Yvon Picotte, de la circonscription de Maskinongé, n'y va pas non plus par quatre chemins pour livrer le fonds de sa pensée. "Je suis nettement défavorable à la candidature de M. Lalonde et je ne vois pas ce qu'il viendrait faire dans le portrait, surtout qu'il n'a pas toujours tenu des propos remplis de jugement sur le Québec".

Mais de toute façon, mon raisonnement s'applique à tout député fédéral qui pourrait être tenté par la direction du PLQ. Eux autres, ils ont l'air de connaître ça mais s'ils consultent leurs sondages, ils verront bien qu'ils ont de l'ouvrage à faire là-bas.

"Malheureusement pour lui, M. Lalonde vient d'Ottawa et je ne pense pas que notre parti puisse se permettre un chef venant d'Ottawa. Les intérêts du Québec et ceux du Canada ne sont pas toujours les mêmes. On n'est plus au temps de Duplessis. Ce serait contraire aux intérêts du PLQ car je pense qu'il serait difficile de vendre un tel chef aux Québécois", explique le député de Laporte, André Bourbeau.

Roma Hains, député de Saint-Henri, pousse le raisonnement plus loin en faisant valoir que l'appui des fédéraux à Raymond Garneau lui a sans doute nu considérablement.

"S'il fallait que nous soyions condamnés à une candidature d'Ottawa, ce serait encore pire. Je me demande si ce ne serait pas courir à une défaite électorale car c'est un handicap très sérieux lorsque le sentiment pro-Québec est si réandu dans la population".

Même son de cloche du côté du député de Marquette, Claude Dauphin, pour qui le PLQ et le PLC forment dorénavant des partis distincts dont les intérêts, comme le démontre l'histoire récente, sont souvent opposés.

Ce dernier a également fait valoir que l'image de M. Lalonde est mauvaise et même "pire que celle de Claude Ryan".

Plusieurs d'entre eux ont mentionné qu'ils sont déjà taxés d'être sous la coupe des libéraux fédéraux. C'est notamment le cas de Max Polak, de Sainte-Anne, qui est las de se faire dire que les libéraux provinciaux sont les "petits frères d'Ottawa" et qui redoute un "effet boomerang" si quelqu'un du fédéral mettrait la main sur son parti.

Gars du parti

Les dix députés préféreraient, et de loin, que le prochain chef soit un authentique libéral du Québec qui a milité au sein du PLQ.

La candidature de M. Lalonde me laisse froid. Nous avons ici des candidats d'envergure et j'ajouterais que notre prochain chef devrait avoir vécu les six ou sept dernières années dans notre parti pour rallier tout le monde. Qu'est-ce que Lalonde connaît des problèmes de notre parti?", lance William Cusano, de Viau.

"Je préférerais quelqu'un qui vient de la politique québécoise", note Albert Houde, de Berthier, qui rejoint ainsi l'opinion de Cosmo Machiochia, de Viger, qui insiste sur une candidature émanant de la "famille libérale provinciale".

Robert Middlemiss, de Pontiac, résume la situation en disant que "si nous voulons changer la société québécoise, c'est nous autres qui devons prendre les décisions."

EAU

(Suite de la première page)

important que les gens cessent l'arrosage des pelouses."

A Sainte-Foy, le quartier Chauveau cause des maux de tête aux responsables des services. La ville parvient difficilement à faire respecter la réglementation sur l'arrosage des pelouses. On songe à sévir si la situation ne se redressait pas.

M. Clément Bérubé, le directeur du département du génie, souligne que le principal problème du réseau d'alimentation est la demande de pointe.

A Beauport, le responsable de l'aqueduc municipal, M. Pierre Trudel, déplore le fait que les gens "surconsommant". "On arrose de façon abusive", déclare le fonctionnaire, tout en précisant "qu'on ne manque pas d'eau" dans sa municipalité.

Sans eau

Ce qui n'est pas le cas du secteur de la rue Fréchette à Saint-Emile où, à cause d'une demande accrue, la pression baisse dans les conduites au point où les citoyens de cette partie haute de la municipalité se retrouvent, à certaines périodes de la journée, sans alimentation en eau potable.

"On arrose trop, les réservoirs baissent et certains manquent d'eau", déclare M. Maurice Latulippe, le responsable.

"Mardi passé, a dit encore M. Latulippe, le réservoir a été vidé. La demande était telle que la pompe tire l'eau du réseau d'alimentation de la ville de Québec ne parvenait pas à faire son travail. Nous avons dû attendre la nuit pour pouvoir remplir à nouveau le réservoir."

A Val-Bélair, on parvient à conserver une réserve d'un demi-million de gallons pour satisfaire aux besoins d'urgence et assurer la protection en cas d'incendie.

La consommation requiert actuellement chaque jour plus de 1,3 million de gallons.

"Si toutefois, dit M. Paul Walsh, le responsable, les gens obtempèrent aux avis, nous n'aurons pas de problème d'approvisionnement."

La situation demeure conséquente à la précaution que prendront les gens de Val-Bélair de ne pas surconsommer.

ANDROPOV

(Suite de la première page)

gouvernement de Bonn a réaffirmé que l'Occident ne recherche pas la supériorité militaire, contrairement à ce que sous-entend la déclaration

LES PRÉVISIONS D'ARROSAGE



Puisque des pluies sont prévues, il n'est pas nécessaire d'arroser vos pelouses.

Fait par l'AQTE en collaboration avec la CUQ
Renseignements supplémentaires:
Denis Pinard 644-6640

Sillery et Québec

A Sillery, pas de plaintes relatives à un manque d'eau. Encore qu'il y a eu augmentation sensible de la demande.

Selon M. Harry Villeneuve, responsable de l'usine de filtration, la ville compte sur la population pour qu'elle utilise l'eau de façon rationnelle. "Il s'agit que les gens observent la réglementation et nous n'aurons pas de problème", dit M. Villeneuve.

M. Alexandre Bourassa, le surintendant des travaux publics de la ville de Loretteville, déclare que la situation est sous contrôle dans sa municipalité.

A Saint-Augustin-de-Desmaures, pas de problème, selon M. Gaétan Lafrance, en l'absence du responsable M. Guy Côté.

A Québec, "la population a bien répondu", déclare M. Yves Marchand, le directeur du service de l'aqueduc.

"S'il y a des petites lacunes, la situation se présente quand même très bien et il ne peut être question de parler de pénurie. Les gens n'ont qu'à continuer à suivre la réglementation et tout ira bien."

M. Marchand signale que la consommation est à la baisse. Elle se situe en moyenne à 36 millions de gallons alors qu'elle avait déjà atteint le chiffre record de 48 millions.

Il faut dire que la ville de Québec, comme la ville de Sainte-Foy d'ailleurs, maintient des équipes de dépistage des fuites qui peuvent affecter leur réseau.

La ville de Québec alimente présentement en eau potable les municipalités suivantes: Ancienne-Lorette, Lac-Saint-Charles, Village-des-Hurons, Varnier, Charlesbourg, pour son secteur de Notre-Dame-des-Laurentides, une partie de Saint-Emile et une partie de la ville de Loretteville.

Toutes les municipalités sans exception font appel à leur population pour qu'elle évite de surconsommer soit en procédant au lavage des véhicules, soit en remplissant les piscines ou encore en pratiquant abusivement l'arrosage des pelouses.

(Suite de la première page)

commune du sommet du Pacte de Varsovie du 29 juin dernier à Moscou. Selon M. Kohl, même si l'Alliance atlantique se voyait obligée de déployer ses fusées, le nombre des systèmes d'armements américains resterait largement inférieur au nombre de fusées et d'ogives nucléaires déjà déployées en Europe par l'URSS.

Toutefois, M. Kohl n'a pas voulu fermer complètement la porte à un accord à Genève: "Nous ne partageons pas la conception selon laquelle les négociations de Genève ont été jusqu'à présent totalement négatives. Les principales questions ont été clairement définies."

Une entente de principe intervenue à Direct Film

par Pierre PELCHAT

Le conflit de travail chez Direct Film tire à sa fin. Après quelques jours de négociations intensives en présence des conciliateurs chargés de ce dossier, les deux parties ont finalement convenu en fin de semaine dernière d'une entente de principe portant sur la première convention collective des employés en province et, en second lieu, pour le renouvellement de celle des syndiquées de la région de Québec.

Le contenu de l'accord intervenu à la table des négociations sera soumis demain à l'approbation des syndiquées au cours d'assemblées à Montréal et à Québec. Les deux parties se sont également mises d'accord sur un protocole de retour au travail.

Pour les 196 employées des centres de photo en province, qui sont sous le coup d'un lock-out depuis près de six mois, l'entente de principe prévoit un important rattrapage au niveau des salaires par rapport à ce qui est payé à Montréal.

Ainsi, les hausses salariales va-

rient de 30 à 61 pour 100 la première année dépendant de l'ancienneté. Le taux horaire va passer de \$4,84 à \$6,50. Des augmentations de 20 et 16 pour 100 sont prévues durant les deux années suivantes.

De leur côté, les 286 travailleuses de Montréal chez Direct Film ont obtenu l'indexation de leurs salaires pour la durée de la convention collective de trois ans.

Au plan normatif, le gain le plus important est l'amélioration de la clause du congé de maternité. Ces travailleuses qui composent plus de 80 pour 100 du personnel

chez Direct Film pourront bénéficier d'un congé de maternité de 20 semaines leur assurant 95 pour 100 du salaire brut. Pour les employées à temps partiel qui ne sont pas admissibles à l'assurance-chômage, le congé sera de 10 semaines.

Par ailleurs, les employées en province vont recevoir en plus un montant forfaitaire de \$400. Durant une bonne partie du conflit de travail, environ la moitié des centres de photo ont été fermés.

A Montréal, les employées syndiquées sont en grève depuis plus de deux semaines.

Report d'une requête de Gilles Grégoire

(PC) — L'audition de la requête pour permission d'appeler déposée par le député de Frontenac, M. Gilles Grégoire, a été reportée au 18 juillet.

Le juge Gaston Desjardins, de la cour supérieure, devait entendre la cause hier mais il s'est retiré du

dossier, ayant déjà été un adversaire politique de M. Grégoire.

Le député de Frontenac désire en appeler du verdict de culpabilité qui a été rendu contre lui sous sept chefs d'accusation d'avoir incité des jeunes filles mineures à commettre des actes d'immoralité sexuelle.

Le jugement a été rendu le 17 juin par le juge André Sirois, du Tribunal de la jeunesse, et la sentence devrait normalement être prononcée le 14 juillet.

Dans sa requête, le député soutient que le juge de première instance a erré en droit en ne lui accordant pas le bénéfice du doute raisonnable.

Ticket modérateur au Nouveau-Brunswick

FREDERICTON (PC) — Depuis hier, la majorité des gens du Nouveau-Brunswick qui se présentent à l'urgence d'un hôpital doivent déboursier une somme de \$6.

La province a en effet décidé d'aller de l'avant avec les frais médicaux, et ce, malgré l'opposition de la ministre fédérale de la Santé, Mme Monique Bégin.

Une visite pour les services thérapeutiques coûtera dorénavant \$3. Les bénéficiaires de l'aide sociale

Accord entre le Québec et les omni-praticiens

MONTREAL (PC) — Un accord de principe est intervenu entre le gouvernement québécois et la Fédération des omni-praticiens du Québec relativement aux conditions de participation des médecins au régime d'assurance-maladie de la province.

LA QUOTIDIENNE

(tirage de lundi)

7-4-9

9-6-0-5

Informations: 643-8990

LE SOLEIL

RENSEIGNEMENTS: 647-3233

LE SOLEIL, fondé en 1896, est imprimé au numéro 390, rue St-Vallier est, Québec, G1K 7J6, par Le Soleil Limitée. "Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1206".

SOLDES PRINTEMPS-ÉTÉ

Jusqu'à 60% de rabais sur nos chaussures

40% sur nos sacs à main

JEAN-PAUL
FORTIN

Place Fleur de Lys
Place Québec
Place Laurier
Galerias de la Capitale
(Mezzanine)

Nos sensationnels petits réveils à quartz Picco

à 25% DE RABAIS!



Quiconque a acheté un Picco chez Birks ou en a reçu un en cadeau n'aura que de bonnes choses à dire... au sujet de la fiabilité exemplaire des Picco et de la précision réputée de leur quartz. Tout notre stock de Picco est présentement offert à 25% de rabais. Trois de nos nombreux modèles sont représentés ici.

Cadran de couleur champagne, aiguilles et points des heures lumineux. Le modèle de droite est muni d'une veilleuse spéciale et d'une pochette pour le voyage.

À gauche, 3 1/4" x 3", ord. \$49.95... EN SOLDE, \$37.46
Au centre, dia. 3 1/2", ord. \$49.95... EN SOLDE, \$37.46
À droite, 2 1/2" x 3 1/4", ord. \$64.95... EN SOLDE, \$48.71

692-3822

BIRKS
JOAILLIERS

Certificats de placement garantis par la BANQUE DE COMMERCE

9 1/4%

PÉRIODE DE 1 AN

11 1/2%

PÉRIODE DE 5 ANS

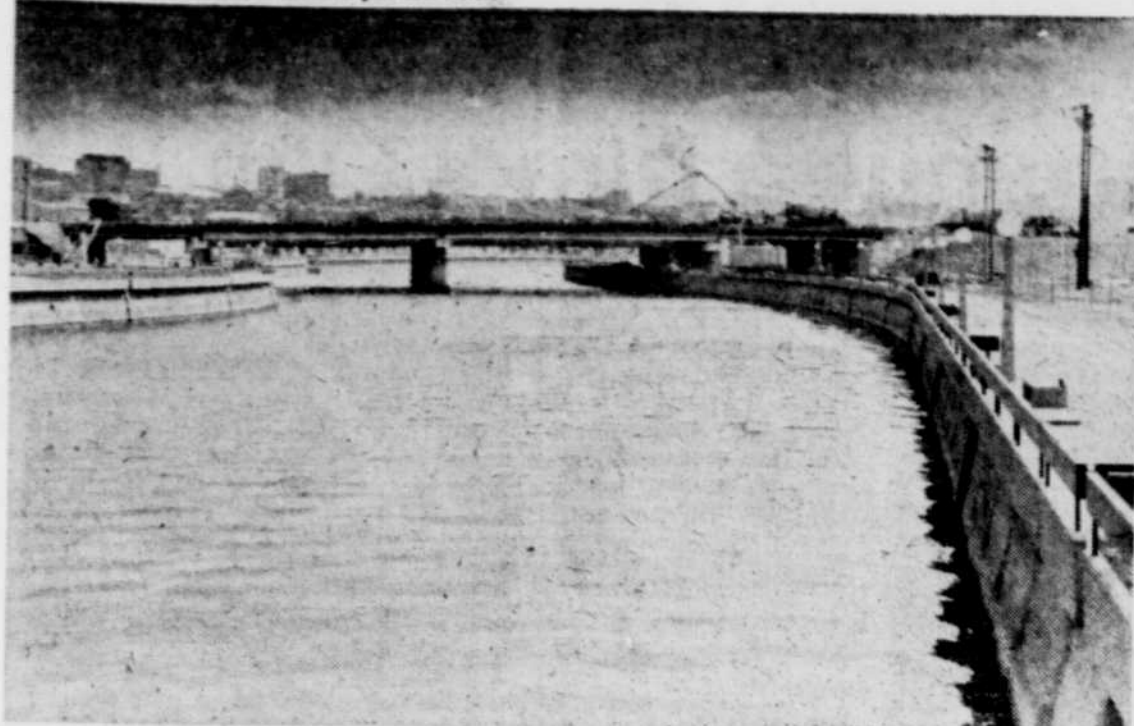
*Intérêts versés annuellement. Non encaissables mais transférables avant terme.

Dépôt minimum de 1000\$. Renseignez-vous. Taux avantageux pour d'autres durées de placement et d'autres modes de paiement d'intérêt. Les taux peuvent être modifiés sans préavis.

**Émis par la Société d'Hypothèques CIBC et garantis par la Banque de Commerce.



BANQUE DE COMMERCE
CANADIENNE IMPÉRIALE



Le Soleil, René Saint-Pierre

Le nouveau pont construit sur la voie de droite du boulevard Laurentien, en direction nord, est très avancé. La semaine dernière, on procédait au remplissage du tablier.

Les travaux sur le boulevard Laurentien avancent rapidement

par Gaston-Marcel COMEAU

Les travaux d'élargissement du boulevard Laurentien et de réaménagement de l'échangeur du boulevard Hamel avancent rondement, à Québec.

Une visite des chantiers, la semaine dernière, a permis de constater que la voie de droite en direction nord du boulevard Laurentien, entre la sortie de la rue Fleur-de-Lys et le nouveau pont sur la rivière Saint-Charles sont très avancés; on procédait déjà au remplissage du tablier du pont.

Cette partie des travaux devrait être complétée vers le 15 juillet et dès la troisième semaine de juillet la circulation automobile vers la banlieue pourra s'y engager. Cependant, des travaux devant être entrepris sur la voie de gauche, en direction du centre-ville, on devra en détourner la circulation sur la nouvelle voie de droite.

Dans le secteur du parc Victoria, entre la centrale de police et l'édifice de la compagnie Rothmans, le boulevard Laurentien élargi se divisera en deux. Ainsi, la circulation en direction du centre-ville empruntera, comme actuellement, la rue Dorchester et le trafic en direction de la banlieue proviendra de la rue de la Couronne.

Rue de la Couronne

En plus d'élargir le boulevard Laurentien, les

travaux de jumelage du boulevard changeront de façon importante le visage de la rue de la Couronne.

Ainsi, cette rue, qui se poursuivait autrefois jusqu'à la rue de la Croix-Rouge vers le pont Drouin, fera désormais jonction avec le boulevard Laurentien à la hauteur de la rue Prince-Edouard. En franchissant cette rue, les automobilistes devront exécuter un virage en "S" vers la gauche, passer devant l'édifice de la compagnie Rothmans pour rejoindre le pont Drouin (autrefois on passait derrière), ou, s'engager directement sur le boulevard Laurentien (autrefois on contournait l'édifice de la Croix-Rouge dans la rue du même nom).

Bien que la circulation sera possible autour de l'édifice de la compagnie Rothmans entre les rues Smith et Gignac, la rue de la Couronne disparaîtra, à toutes fins utiles, entre la rue Prince-Edouard et la rue de la Croix-Rouge.

Des cheminements piétonniers y seront aménagés ainsi que des écrans de verdure. Une partie de la rue, cédée à des promoteurs, sera appropriée par les propriétaires d'habitations déjà en construction aux abords de l'actuelle rue de la Couronne pour fins d'aménagements paysagers et de stationnement.

L'ensemble des travaux principaux coûtera \$10 millions et devrait être terminé d'ici le 30 octobre.



Le Soleil, René Saint-Pierre

Dans le secteur du parc Victoria, le boulevard Laurentien élargi se divisera en deux. La circulation en direction du centre-ville empruntera la rue Dorchester et le trafic en direction de la banlieue proviendra de la rue de la Couronne.

ENTREPOTS, BUREAUX ET TERRAINS A LOUER

(ancien site J.D. Chevrolet et Oldsmobile Ltée)

- 60, Dorchester sud: Une bâtisse de 4,000 à 36,000 p.c. Salle de montre avec bureaux, environ 4,000 p.c.
- 275, rue Lee: Bâtisse neuve (1981), 16,000 p.c., 200' x 80' x 20' h. Aucune colonie.
- 565, boul. Hamel: Plusieurs bureaux, en plus (face à McDonald) 200,000 p.c. de terrain.

Renseignements:
M. Dennis Dacres ou John Dacres
529-4561

Aux Vieux Canons

Véritable cuisine française au vin et spécialités d'Europe centrale

"Les flambées" à déguster dans une ambiance pittoresque et romantique, en salle et sur la terrasse, à toute heure du jour.

Menus gastronomiques à 19,95\$

Musiciens aux tables pour agrémenter votre repas.

Cave à vin

Salle pour groupes
650, Grande-Allée est Québec

Réervations: 529-9461
Stationnement gratuit (80 places) soir et fin de semaine

Le soleil gravit le complexe G

Le soleil avait rendez-vous avec un ordinateur hier midi au complexe G pour une expérience d'écriture collective.

Un peu avant une heure, un rayon de l'astre lumière s'infiltre par la porte principale de l'édifice en béton. Il suit le chemin que lui indique une série de miroirs. Il emprunte un puits d'ascenseur pour atteindre le 31^e étage de l'édifice.

fichier. Le tout pourrait donner dans l'exemple ci-haut: Un coeur, une beauté.

Comme l'ordinateur est un travailleur sans fatigue, on peut lui demander de recomposer notre texte si la première version ne nous satisfait pas et ceci sans limite.

Ce programme est construit dans le langage Basic et il pourrait, selon Raymond Hamel, de-



L'impression du texte collectif auquel ont participé quelques centaines de fonctionnaires du complexe G a pris environ 45 minutes.

Le monde des puces

par Michel SAMSON

Là quelques dizaines de curieux l'attendent depuis plusieurs minutes, quelques-uns un peu sceptiques. Comme promis, le rayon, aussitôt arrivé, est dirigé sur une cellule photoélectrique.

Son énergie est suffisante pour activer la mise en marche d'une imprimante d'ordinateur. C'est sous les applaudissements qu'il réussit son exploit.

Durant 45 minutes, l'ordinateur réalise la composition d'une oeuvre qui a 300 auteurs.

La Centrale textuelle de Saint-Ubalde a relevé son défi. "Le G est un édifice à travers lequel il était important de faire traverser un rayon de soleil", commente Jean-Yves Fréchette, directeur de la centrale.

L'opération "G mon soleil sans complexe" est la 5^e de la centrale. Elle s'inscrit dans le cadre du 10^e anniversaire de la station de radio communautaire CKRL-FM et de l'Année mondiale des communications.

"L'ordinateur a permis à 300 personnes de s'unir pour écrire un texte unique, un exemple de solidarité." Ce texte de 4,000 mots sera publié et le volume remis gratuitement à chacun des auteurs.

L'informatique

La principale difficulté de l'opération: concevoir les programmes informatiques.

C'est Raymond Hamel, professeur de maths et d'informatique au cégep Garneau qui a réalisé ce travail. Les logiciels fonctionnent avec des systèmes de fichiers. Un premier fichier contient des formules syntaxiques. Exemple: un 111, une 121. Chaque chiffre correspond à un code; 111 signifie un nom masculin singulier et 121, un nom féminin singulier.

Il existe un autre fichier dans lequel on retrouve les milliers de mots suggérés par les 300 participants à l'oeuvre collective (15 mots par participant).

L'ordinateur commence par choisir au hasard les structures syntaxiques. Dans un deuxième temps, il remplace les chiffres (codes) par des mots pris également au hasard mais dans le deuxième



Le Soleil, Yvon Monroie

Jean-Yves Fréchette, directeur de la Centrale textuelle, considère que l'on renoue avec les traditions des Incas avec ce genre d'expérience qui font appel à l'énergie solaire.

venir un programme d'APO (application pédagogique de l'ordinateur) dans le domaine de l'enseignement de la littérature.

Avec les années 80, soutient par ailleurs Jean-Yves Fréchette, de nouveaux artistes sont nés: les concepteurs de logiciels.

L'opération "G mon soleil sans complexe" a demandé six mois de travail à la centrale avec un budget de \$2,000. L'an prochain, la centrale se promet bien d'être là à la grande fête de la voile.

Un extrait du texte collectif produit hier au complexe "G" grâce à un rayon de soleil et à un ordinateur.

Un amour, un soleil
Un coeur, un sautillerment
Un travail, un arbuste

Une bruine, une procédure
Une musique, une beauté
Une fracture, une bécassine

Le hamac lambin
Le pissenlit médiocre
L'attouchement verdoyant

La fourmi apeurée
La girafe romantique
L'intensité élégante

La pomme tendre meurt
L'individu superbe plaît
Les discussions lagunaires parlent
Les manuels semblables cachent.



Le Soleil, Yvon Monroie

Des dizaines de curieux ont attendu que le rayon solaire atteigne le dernier étage du complexe G à travers un puits d'ascenseur.



Le Soleil, Yvon Monroie

Il a fallu environ une heure pour installer le réseau de miroirs qui ont amené un rayon du soleil de la porte centrale du complexe G au 31^e étage de l'édifice.

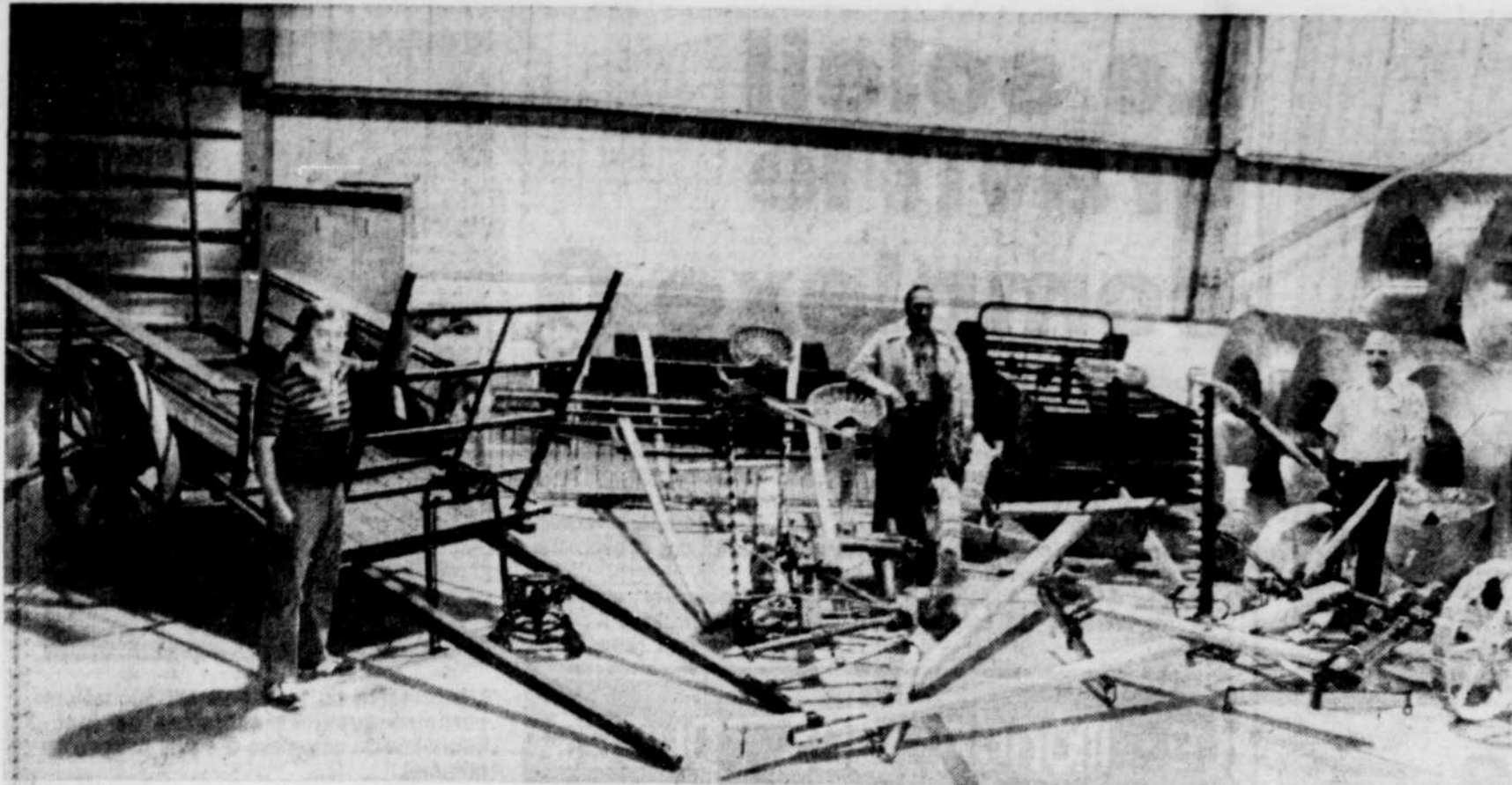
CORVÉE HABITATION

UN PROGRAMME QUÉBÉCOIS

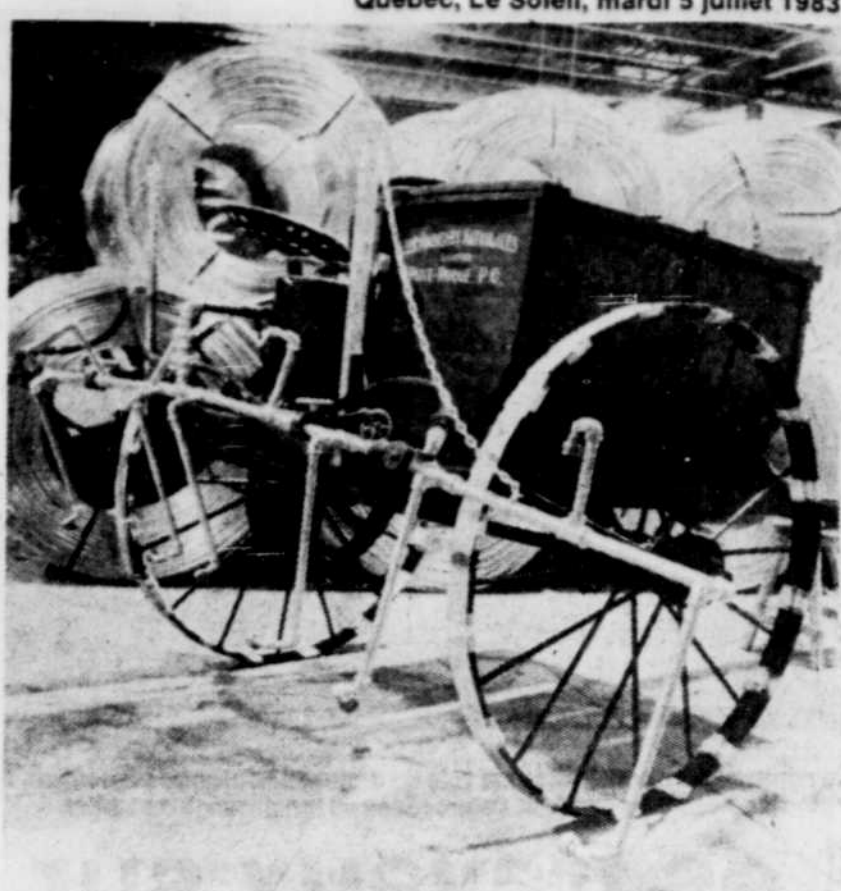
- Taux hypothécaire de 9 1/2 % garanti pendant 3 ans;
- Subvention de capital pouvant atteindre \$3 000
- Autres avantages additionnels.

CORVÉE-HABITATION participe à la relance! Renseignez-vous:

- À Québec: 643-7878
- Partout ailleurs au Québec sans frais: 1-800-463-4315
- ou auprès de votre entrepreneur



Voici quelques-unes des pièces qui font partie de la collection du Musée de la ferme québécoise.



Le Soleil, Roland Marcoux

Une exposition du Musée de la ferme à Neuville

par Pierre MARTEL

Ayant obtenu beaucoup de succès à Expo-Québec en août 1982, le Musée de la ferme québécoise Inc. prendra encore plus d'ampleur cette année puisque, pendant deux

mois, il tiendra une exposition au parc d'attraction de Neuville.

Animé par deux producteurs agricoles de Saint-Augustin-de-Desmaures, MM. Paul-Emile Rochon et Louis-Philippe McCarthy, le musée a été

connu du public en août 1982. A cette occasion, quelque 37.600 visiteurs ont défilé devant les 14 machines ayant servi à la récolte de céréales au début du siècle.

Cette année, grâce à des subventions gou-

vernementales, les deux promoteurs du Musée de la ferme québécoise ont rénové d'autres instruments agricoles.

Logé au parc d'attraction de Neuville depuis le 1er juillet jusqu'à la fin d'août, le

musée présentera une trentaine de pièces d'équipement sous le thème de la fenaison au début du siècle.

Ainsi donc, d'année en année, l'institution se dirige allègrement vers le but que se sont fixé ses fondateurs:

faire du Musée de la ferme québécoise un musée permanent et pouvoir en arriver éventuellement à faire des expositions itinérantes.

Jusqu'à maintenant, MM. Rochon et McCarthy ont réussi à inventorier environ 270 pièces d'équipement agricole qui étaient utilisées au début du siècle. "Notre objectif est de retrouver un exemplaire de chacun", confient-ils.

Beaucoup d'aide

Dans leur démarche pour doter le Québec

d'un Musée de la ferme québécoise, les deux promoteurs ont reçu beaucoup d'aide financière.

Ainsi, en février, dans le cadre d'un programme fédéral PDCC, ils ont reçu une subvention de \$45.000 pour des travaux de rénovation d'équipement agricole.

Plus récemment, ils viennent d'obtenir la confirmation d'une subvention du gouvernement fédéral, dans le cadre du programme Relais. D'un montant de \$170.000,

celle-ci servira à la construction de bâtiments agricoles dans le cadre d'un projet consistant à faire des récoltes avec les instruments utilisés au début du siècle.

Par ailleurs, dans le cadre du programme provincial Travail-Québec, le Musée de la ferme québécoise vient de recevoir une subvention de \$54.700.

Celle-ci servira à embaucher une dizaine de travailleurs pour travailler sur la rénovation d'équipement aratoire.

De plus, depuis fé-

vrier, un coin de l'usine Alcan, dans le parc industriel de Saint-Augustin a été prêté au musée pour lui permettre de rénover ses pièces.

"Nous avons une aide matérielle et financière d'Alcan", a affirmé M. Rochon.

Enfin, même la municipalité de Saint-Augustin a contribué à l'occasion au projet en fournissant des ressources humaines. Le ministère des Affaires culturelles du Québec a également fait un effort dans le même sens.

Miracle Mart

Économisez 25%
sur vos photos couleur et recevez un album en prime!

Procédé C-41 seulement. Reimpression, films à développement compris et offres de rabais non-éligibles.

Prestige TS10. Téléphone à boutons avec recomposition au tométique.
Nouveau! 19⁸⁸

2 dernières semaines!
Ordinateur VIC20, Vic-cassette et Datas-sette en prime (Val. 89.95)
Seulement 359⁸⁸

Sony CFS 300. Enregistreur à cassettes AM-FM stéréo avec sélecteur de musique automatique. Ord. 169.95
148⁸⁸

Cassettes vierges Cassion.
AX C-60 Pqt. de 2. Ord. 2.99 **1.99**
AX C-90 Pqt. de 2. Ord. 3.99 **2.99**
AX-1 C-90 Pqt. de 3. Ord. 6.99 **5.99**

Vente d'entrepôt

Image 28 mm F2.8. Objectif grand-angle rapide. Ord. 89.95
69⁸⁸

Intellivision II. Nouveau jeu vidéo compact. Ord. 299.95
198⁸⁸

En Prime! Cartouche Lock 'n Chase et une seconde choisie parmi celles annoncées.

Cartouches Intellivision
Sea Battle, Space Battle, Astro Smash, Space Hawk, Star Strike, et Frog Bog. Ord. 39.88
19⁸⁸ ch.

Image 80-200MFZ. Objectif zoom macro avec commande mono-touche. Ord. 169.95
128⁸⁸

Lloyd's N737. Radio AM-FM stéréo portable avec écouteurs. Ord. 34.95
24⁸⁸

Livret de coupons de \$150 en prime!
à l'achat d'un appareil 35 mm, jeu vidéo ou ordinateur (console principale) ou enregistreur d'une valeur de \$95 ou plus.

PENTAX

Pentax Sharpshooter. Appareil 35 mm avec mise au point, exposition et flash automatiques.
158⁸⁸

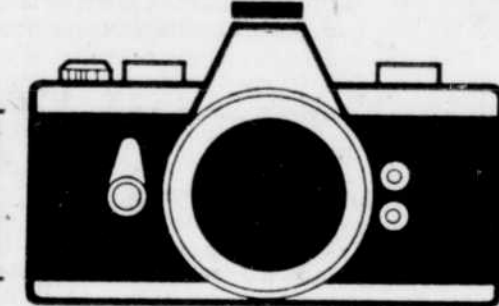
Nikon

Nikon EM. Appareil 35 mm automatique avec aversisseur so-laire en cas de faible lumière. Ord. 199.95
188⁸⁸

MINOLTA

Minolta Hi-Matic GF. Appareil 35 mm compact avec exposition automatique et flash électrique incorporé. Ord. 79.95
69⁸⁸

En vente dans tous les magasins Miracle Mart
Le solde se termine le 16 juillet 1983



Des prix d'une valeur de **59 000\$**

Amateurs de photographie!

Du 18 juin au 28 juillet 1983

PARTICIPEZ AU 45^e CONOURS INTERNATIONAL DE PHOTOS D'AMATEURS (INSTANTANES) KODAK

REGLEMENTS:

QUI PEUT PARTICIPER:
Ce concours s'adresse uniquement aux photographes amateurs. Toute personne est éligible, sauf les employés de ce journal et tout individu personnellement engagé dans la fabrication, la vente, la finition commerciale ou l'usage professionnel d'articles photographiques.

COMMENT PARTICIPER:
Très facile! Il suffit de choisir quelques-unes de vos meilleures photos en noir et blanc, couleur ou diapositives et de nous les faire parvenir. Pour éviter toute confusion, chaque photo doit être identifiée et signée. Ces photos ne devront avoir été soumises à aucun autre concours auparavant, ni être inscrites à un autre concours pendant la durée de celui-ci. Il n'y a aucune restriction quant au nombre de photos pouvant être soumises.

QUELLE SORTE DE PHOTOS CHOISIR:
Les meilleures photos, les plus originales, les plus "instantanées". Des photos prises sur le vif, des situations cocasses, inusitées, amusantes, des paysages, des portraits touchants, humains, bref toutes les photos susceptibles d'éveiller l'intérêt par leur originalité, leur qualité. Ce n'est pas un concours de photos artistiques, mais d'instantanés. Elles peuvent avoir été prises avec toutes marques d'appareils et de films. Aucun montage, composition, superposition et retouches faites au négatif ne seront acceptés. Les photos doivent avoir été prises après le 1er juillet 1982.

QUI JUGE:
Une sélection de quatre photos dans les catégories couleur et noir et blanc est effectuée par des amateurs indépendants recrutés parmi les employés du Soleil et des professionnels de Québec. Ces quatre meilleures photos de la catégorie couleur, ainsi que

deux photos de la catégorie noir et blanc sont alors envoyées au jugement international après avoir été traitées par des experts de Kodak. Dans le passé, plusieurs grands prix internationaux ont été remportés par des lecteurs du Soleil et chaque année plusieurs certificats de mérite canadiens ou internationaux sont décernés. Le jugement local se fera durant la semaine du 15 août 1983.

SI VOUS ETES CHOISI(E):
Si l'une de vos photos devait être sélectionnée pour le jugement international, LE SOLEIL vous demandera de fournir le négatif original ou la diapositive ayant servi à la réalisation de la photo et de signer un formulaire l'autorisant à utiliser cette dernière à des fins de publication. Si des personnes apparaissent de façon identifiable sur l'une des photos sélectionnées, elles devront également consentir à voir leur photo ainsi utilisée. Les gagnants seront avisés et recevront leur prix par la poste. Les participants ne peuvent gagner plus d'un prix aux jugements local et international.

DROITS:
Canadian Kodak et Le Soleil ont payé les droits exigibles quant à ce concours, en vertu de la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement.

Un litige quant à la conduite et l'attribution d'un prix de ce concours publicitaire peut être soumis à la Régie des loteries et courses du Québec.

Avis aux participants:
Cette année, les photos et diapositives ne seront pas retournées. Nous vous invitons à nous faire parvenir des duplicatas.

Concours de photographie
LE SOLEIL 390, rue St-Vallier est, Québec, Qué. G1K 7J6



En présence de MM. Bob Evans, directeur exécutif de la poste électronique à la Société canadienne des postes, et Phil Gaboury, coordonnateur de la poste électronique de la division de Québec, le rédacteur en chef et éditeur adjoint du SOLEIL, M. Claude Masson, prend connaissance de la manchette d'hier du quotidien parisien Le Figaro. En quelques minutes, la première page du SOLEIL d'hier a aussi été acheminée en France.

La région dispose de la poste électronique

Dès demain, la région de Québec sera réunie au réseau canadien et outre-mer de service de télécopie instantané Intelpost, de la Société canadienne des postes.

Au même moment, le réseau qui s'étend déjà à 11 villes canadiennes de même qu'à la France, à la Grande-Bretagne, aux États-Unis et aux Pays-Bas, sera étendu aux villes de Saint-Jean, Terre-Neuve, de London, Ontario, et de Victoria, en Colombie-Britannique.

Par ce moyen, la transmission électronique d'un message prend moins d'une minute et coûte \$5 la page lorsqu'il s'agit du réseau international et \$4 la page lorsque le message est adressé à l'intérieur du pays.

A titre d'exemple, hier, lors d'une démonstration du service, la manchette du jour du quotidien français Le Figaro est parvenue à Québec en quelques minutes tandis que la première page du SOLEIL a été acheminée en quelques minutes à Paris par le même procédé.

Le directeur exécutif de la poste électronique, M. Bob Evans, a déclaré que "la demande croissante pour ce service fait qu'il est maintenant possible de l'offrir à plus de Canadiens. En fait, cela constitue uniquement le début de ce réseau national et international".

A l'encontre des premières villes du réseau qui ont bénéficié d'un seul comptoir offrant Intelpost, les citoyens de la région de Québec pourront procéder à l'expédition de leurs documents de six endroits différents, soit les bureaux de poste de Saint-Roch, de Beauport, de Charlesbourg, de Sainte-Foy, de Sillery et évidemment le bureau de poste central de la rue Saint-Paul.

"Dans la ville de Québec, cela signifie que les représentants gouvernementaux ou encore les simples citoyens seront en mesure d'expédier leurs messages dans les villes les plus importantes", a dit M. Phil Gaboury, coordonnateur de la poste électronique à Québec.

Michel Dupuy ne croit pas à une crise franco-canadienne

PARIS (PC) — Dans une entrevue accordée au quotidien Le Devoir, l'ambassadeur du Canada en France, M. Michel Dupuy, soutient qu'il n'y a pas de crise entre la France et le Canada sur la question de l'organisation d'un sommet de la francophonie.

Commentant le voyage du premier ministre Lévesque en France, l'ambassadeur ajoute que la position de Paris et d'Ottawa est compatible et qu'il faut poursuivre le dialogue.

Dans sa livraison d'hier, Le Devoir dit que M. Dupuy ne partage pas l'analyse que fait le Québec en présentant les déclarations de la France

comme un revers pour le premier ministre Trudeau.

Selon lui, il faut s'en tenir aux déclarations publiques des premiers ministres à ce sujet plutôt qu'aux commentaires qui ont entouré leurs déclarations.

Dans cette visite de M. Lévesque à Paris, M. Dupuy dit ne rien voir de négatif au total. L'attitude du gouvernement français a été correcte et cordiale à son égard et il se réjouit de voir que l'accueil réservé à M. Lévesque ait été aussi chaleureux que sous les gouvernements précédents. Il note aussi que le Québec a été très correct à son endroit au cours de ces trois jours.



ÉCONOMISEZ
\$60
Jusqu'à épuisement de nos stocks

passé-partout

\$219

Nouveau fauteuil remarquable par son allure, ses petites dimensions (27" x 27" x 27"), sa base berçante-pivotante, son grand choix de garnissages velours et son petit, petit prix.

Disponible à nos magasins du 1299 boul. Charest Ouest et des Galeries de la Capitale, ce confortable fauteuil sera à l'aise sous tous ses angles et dans tous les coins.



la Galerie du Meuble

Contemporain: 18 rue Courcellette / traditionnel: 1299 boul. Charest O. / Galeries de la Capitale 681-0171



SMIRNOFF
S'EST TOUJOURS DISTINGUÉ
DES AUTRES.

ET ÇA CONTINU.

Notre célèbre qualité Smirnoff nous a toujours distingué. Maintenant notre prix plus abordable nous rend encore plus remarquable. Smirnoff, l'original abordable.

LE VEHICULE
LE PLUS POPULAIRE
DE LA SAISON EN
**SPECIAL
VACANCES**

STE-FOY DATSUN

PICK-UP 1984 NISSAN

A l'achat d'un
PICK-UP 1984 NISSAN
obtenez:
• protecteur de métal
• protecteur de tissu
• protecteur de peinture
(Valeur de 430\$)
3 derniers jours seulement

LOCATION A LONG TERME

ste1Foy
DATSUN
2060, boul. Charest ouest
681-7371

A choisir au centre économique du pick-up à Québec, parmi le plus gros inventaire (100 camions) jamais offert!

NISSAN

LES PROS
DATSUN

CHARGE RECOMMANDÉE
CAA

Le seul concessionnaire Datsun de Québec, voir CAA

LES RÉGIONS

Malgré la reprise des pourparlers

La grève risque d'éclater jeudi à Mines Seleine

par Michel CORBEIL

Une nouvelle ronde de négociation débute aujourd'hui pour le renouvellement du contrat de travail collectif à Mines Seleine, aux îles de la Madeleine, mais à compter de jeudi, il y a possibilité de grève à la mine de sel.

Joint récemment aux îles, M. André Leblanc, porte-parole du syndicat local des métallos regroupant les 149 travailleurs de Mines Seleine, a signalé qu'aucune clause salariale n'a été examinée lors des sept rencontres précédentes.

Or, le contrat de travail s'est terminé le 1er juillet. "Le 6 juillet, c'est le 'deadline' (la date limite), a relaté M. Leblanc. Le 23 juin, nos membres se sont prononcés en faveur d'un recours à la grève dans une proportion de 96,5 pour 100. Nous avons des pourparlers les 5, 6 et 7 juillet."

"Nous espérons éviter la grève, mais il faudra de meilleures offres. Selon moi, 'ils' (Mines Seleine) font traîner les choses en longueur. Après les avoir rencontrés sept fois, nous devrions avoir discuté de clauses salariales."

Augmentation de 27 pour 100

Les métallos de Mines Seleine demandent une augmentation de salaire de 27 pour 100 en deux ans, soit 15 pour 100 la première année et 12 pour 100 la seconde. Pas question de s'en tenir à la politique de 6 et 5 pour 100, comme l'a demandé le premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau, lors d'une allocution télévisée la semaine dernière.

"Je l'ai bien écouté, a laissé entendre en riant M. Leblanc. Mais nous avons un rattrapage à effectuer par rapport aux autres compagnies minières. Regardez Murdochville (où Mi-

nes Gaspé possède des installations pour extraire et traiter le cuivre). Les syndiqués ont signé en faveur d'un gel salarial de deux ans et pourtant, selon les différents postes de travail, il existe un écart variant entre \$0.99 et \$1.11 l'heure en leur faveur."

A ce jour, les pourparlers n'ont abordé que les aspects normatifs de la convention de travail. Il semble acquis que l'horaire de travail sera de dix jours consécutifs de travail et quatre jour-

nées de repos. Les négociations accrochent au sujet des vacances annuelles, des congés et des assurances de tous genres.

Mines Seleine appartient à la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM). La mine de sel a débuté sa production commerciale l'an dernier. La mise en marche a nécessité des investissements de quelque \$80 millions, a déjà indiqué Mines Seleine.

Deux foyers de Beauce reçoivent \$35,000

Par l'entremise de son directeur général, M. Jean-Louis Renaud, la Fondation Berthiaume-DuTremblay, de Montréal, a procédé dernièrement à la remise d'un minibus d'une valeur de \$20,000 au foyer de Saint-Georges-Ouest et d'une deuxième tranche de \$15,000 au foyer de Frampton pour acheter des meubles pour l'usage du personnel et de ses bénéficiaires. Dans la Beauce, ce sont les deux premiers foyers pour personnes âgées à bénéficier des largesses de la Fondation Berthiaume-DuTremblay.

Démision

THETFORD-MINES — Conseiller syndical permanent depuis cinq ans au sein du Syndicat des travailleurs de l'enseignement de l'Amiante (primaire et secondaire), M. Marc Rouleau, abandonnera son poste en septembre pour retourner à l'enseignement. Il quitte pour des motifs personnels. "Il est important pour moi de voir de plus près ce qui se passe dans les écoles où la

situation évolue à un rythme accéléré, malheureusement pas toujours pour le mieux", explique-t-il dans son dernier message aux membres.

Rentrée scolaire

THETFORD-MINES — Au cégep de Thetford-Mines, la rentrée scolaire pour 1983-1984 s'effectuera le 22 août. Les cours se termineront vers le 25 mai 1984. La session d'automne 1983 s'achèvera entre les 16 et 23 décembre tandis que celle d'hiver prendra fin entre les 18 et 25 mai 1984.

Eau contaminée

SAINTE-FOY — La population de la municipalité de Lac-Frontière, dans la circonscription de Montmagny-L'Islet, alimentée par le réseau d'aqueduc municipal, est priée de faire bouillir son eau au moins 20 minutes avant de la consommer. Le ministère de l'Environnement a détecté la présence de bactéries coliformes après une analyse de l'eau.



A la conférence de presse du 4e Festival des produits laitiers de Sainte-Claire. Assis à l'avant, de gauche à droite, Mme Rosaria Leclerc, présidente, et M. Jean-Guy Fournier, président du Syndicat des producteurs de lait de la Beauce. Debout dans le même ordre, Jean-Luc Marcoux, commanditaire; Gérard Fournier, président de la Société d'agriculture de Dorchester; et Jean-Louis Lavoie, secrétaire de la Coopérative Agrinove.

Festival des produits laitiers à Sainte-Claire: "Viens faire un tour!"

par Paul-Henri DROUIN

SAINTE-CLAIRE — Le 4e Festival des produits laitiers de Sainte-Claire de Bellechasse, se tiendra du 29 juillet au 7 août, et aura pour thème "Quand j'te dis: viens faire un tour..."

Cet événement annuel, le deuxième en importance au Québec pour la promotion des produits laitiers, est organisé en collaboration avec la Société d'agriculture de Dorchester, la Fédération des producteurs de lait du Québec, la Coopérative Agrinove et la brasserie Molson.

C'est ce qu'a révélé, en fin de semaine, la présidente de cet événement Mme Rosaria Leclerc, lors d'une conférence de presse, en indiquant qu'il y aura à nouveau cette année la journée d'expertise de génisses et le méchoui (souper à l'agneau du Québec) qui se tiendra le samedi 30 juillet.

De son côté, la Coopérative Agrinove pro-

cedera au lancement de ses nouveaux produits Jutel et yougourt liquide en les distribuant gratuitement aux milliers de visiteurs lors de la première fin semaine du festival.

En dévoilant le programme de ces 10 journées de festivités, Mme Leclerc a souligné qu'en plus de la journée d'expertise de génisses et de la visite des kiosques, les activités dans le cadre de cet événement annuel sont: messe du festival, brunch laitier, tire de poneys, soirée de l'âge d'or, compétitions sportives, soirée western, dégustation de vin et fromage, pièce théâtrale, soirée rétro, concours de sciage, partie de balle-molle contre les 4 Mousquetaires d'Asbestos, souper canadien, soirée folklorique, compétitions de 4 x 4, concours de barattage de beurre.

L'an passé, le Festival des produits laitiers de Sainte-Claire de Bellechasse, a attiré quelque 13,000 personnes pour des profits nets de \$11,300 et cette année l'objectif que l'on s'est fixé est de 25,000 personnes.

Pour atteindre cet objectif, a déclaré Mme Leclerc, les organismes oeuvrant dans la localité ont uni leurs efforts pour donner de l'ampleur à cet événement visant surtout à mettre en valeur les produits laitiers fabriqués par la Coopérative Agrinove dont l'usine principale et le siège social se situe à Sainte-Claire.

ESPACES A BUREAUX

Jusqu'à 8 bureaux ou en partie. Chauffés, climatisés, face au Colisée.
Jour: 522-2084

BOIS - MATERIAUX
"Demandez nos prix, vous serez ravis!"
frenette & freres
375, ROUTE NATIONALE, PORTNEUF
QUÉBEC ST-AUGUSTIN PORTNEUF
694-6248 878-2936
Gros et détail
Livraison quotidienne

CLINIQUE D'OPHTHALMOLOGIE SAINTE-FOY ENR.
DR CLAUDE BOULANGER M.D.
DR JACQUELINE CARRIGAN M.D.
DR J.R. CLEMENT M.D.
DR YOLANDE DUBE M.D.
DR LISE GARAND M.D.
DR JEAN-LOUIS LAVALLÉE M.D.
OPHTHALMOLOGISTES
(EDIFICE TOUR A BUREAU)
(PLACE BELLE-COUR) BUREAU 210, 2550 BOUL. LAURIER, STE-FOY
SAINTE-FOY 653-6655

RAMADA, ONTARIO



Le monde de Ramada s'ouvre à vous. La vie, les couleurs de l'Ontario s'ouvrent à vous. La tour du CN. Les chutes du Niagara. Les richesses intactes de ses lacs, de ses forêts. L'hospitalité et le confort s'ouvrent à vous chez Ramada, en Ontario. Là où il faut aller.

NOS SPÉCIAUX VALENT LE COÛT. INFORMEZ-VOUS. Avantageusement situé à: KINGSTON • LONDON • NORTH BAY • SAULT STE-MARIE • TIMMINS • TORONTO (5 emplacements) • TRENTON • Montréal (3 emplacements) • Québec • Winnipeg

Pour réserver ou vous renseigner davantage, appelez votre agent de voyages ou composez sans frais le numéro suivant:
ONTARIO & QUÉBEC: (1-800-268-8930)

UN MONDE NOUVEAU VOUS ATTEND.

sélectronic
64K COMMODORE
• PROFESSIONNELS
• ENSEIGNANTS
• HOMMES ET FEMMES D'AFFAIRES
• ÉTUDIANTS
• et tous ceux qui ont soif de l'avenir d'aujourd'hui...
RIEN NE PEUT BATTRE MON 64
offre valide pour un temps limité

RIEN À PAYER Jusqu'en septembre

Si ce n'est la taxe que vous devrez acquitter!

Procurez-vous aujourd'hui même votre ultime ordinateur à 64K de mémoire, possédant une grande gamme de logiciels, de jeux et de programmes dont 600 programmes éducatifs. Le Commodore 64K n'a vraiment aucune compétition. **MÊME AU DOUBLE DU PRIX** puisque vous obtiendrez un ordinateur Commodore 64K, un moniteur couleur à haute résolution et un pupitre pour aussi peu que

\$999⁹⁹
\$94⁰³

ou 12 versements mensuels de

*Conditionnel à l'acceptation de crédit.

• Québec, 600, Boulevard, 683-2525 • Ste-Foy, 2651, Hochelaga, 858-4535 •
• Charlesbourg, 5585, 1re Av., 626-4541 • Lévis, 565, Trans-Canada, 837-6525 •
• Roberval, Carrefour Jeanne, 275-5555 • Amqui, 172, St-Benoît N., 629-2300 •
• Jonquière, 2398, St-Dominique, 547-2746 •
• Alma, Carrefour Alma, 688-8285

L'ensemble comprend:
• 1 ordinateur 64K de mémoire
• 1 écran couleur à haute résolution
• 1 pupitre de rangement

LES RÉGIONS

Beauport va encaisser si Québec veut bien

par **Gérald OUELLET**

La ville de Beauport acceptera la subvention du fédéral totalisant \$650,000 par le biais de deux organismes de loisirs, à la condition que le ministre des Affaires municipales, M. Jacques Léonard, donne son autorisation. Il semble que la municipalité de Beauport ne créera pas de précédent, mais respectera le projet de loi 38.

On sait que le gouvernement du Québec s'oppose depuis toujours à ce que le fédéral verse des subventions directement aux municipalités, car, soutient-il, cette pratique est anticonstitutionnelle. Dans le but de fixer un cadre aux largesses d'Ottawa, l'Assemblée nationale devrait adopter à l'automne le projet de loi 38 sur la participation gouvernementale au financement des municipalités.

C'est du moins ce qu'a déclaré hier, le maire Michel Rivard au cours de l'assemblée du conseil à la suite d'une question du conseiller André Proulx qui craignait de perdre des en-lieux de taxes du gouvernement du Québec en acceptant une subvention du fédéral.

Le député fédéral de Montmorency-Orléans, M. Louis Duclos doit annoncer ce matin, lors d'une conférence de presse, une subvention de \$300,000 à Promo Loisirs de Giffard pour effectuer des travaux de transformation au garage municipal du secteur Giffard et \$350,000 aux loisirs de Beauport-Est pour des travaux de construction d'un chalet et l'aménagement du terrain pour fins de loisirs au parc Saint-Pierre.

Le maire Michel Rivard participera à la conférence de presse du député Duclos et précisera la position de la ville quant aux subventions du fédéral.

Le ministre Léonard

Dans un communiqué remis à la presse, le ministre Jacques Léonard a déclaré ces jours derniers que son gouvernement versera à la ville de Beauport en 1983, des en-lieux de taxes de l'ordre de \$5,7 millions, soit environ \$260,000 de plus qu'en 1982 (\$5,430,400).

Pour ce qui est des "cadeaux" d'Ottawa, le ministre Léonard a dit: "Trop peu de Québécois savent, par exemple, que le gouvernement du Québec peut aider, comme à Beauport, aujourd'hui, à la fois les agriculteurs et l'administration d'une ville. Ça ne fait pas les manchettes. De son côté, Ottawa ne devrait pas tenter de faire croire qu'il nous donne des cadeaux. Nous payons une si grosse part du déficit fédéral de \$30 milliards que les députés fédéraux devraient avoir la décence de payer leurs taxes avant d'offrir des pseudo-cadeaux. Payer ses taxes, ce n'est pas une question de cadeaux. Ce n'est pas une question de drapeaux. Ottawa devrait savoir que c'est une question de justice".

Sainte-Foy crée un conseil économique

par **Gaston-Marcel COMEAU**

Le conseil municipal de Sainte-Foy a posé, hier, les premiers jalons devant conduire à la création d'un "conseil d'orientation économique permanent et indépendant de la ville", donnant ainsi suite à l'engagement du maire Louis-Marie Lavoie, pris à l'issue de la conférence socio-économique que tenait cette municipalité les 13, 14 et 15 mai.

La proposition du conseil municipal suggère que la nouvelle structure soit composée "de gens du milieu des affaires, des entreprises

en recherche et développement et du milieu universitaire", regroupant au plus, 13 personnes. Ce "conseil d'orientation économique" aurait, en outre, pour mandat de créer des fonds de développement, de regrouper les propriétaires d'entreprises en comité permanent, d'établir des politiques d'action en vue de développer les entreprises existantes et d'en faire créer de nouvelles... et d'assurer, en collaboration avec la ville, le suivi du dossier tertiaire moteur défini au cours de la conférence socio-économique.

L'expression "un conseil indépendant de la ville" peut cependant faire sourcilier car, selon la proposition, "un lien permanent sera établi entre la municipalité et le conseil" par la nomination d'un directeur général choisi et rémunéré par la ville de Sainte-Foy.

Quoi qu'il en soit, la municipalité a confié à celui qui occupait la présidence de la conférence, M. Jean-Paul Cloutier, la responsabilité de procéder à des consultations concernant cette proposition.

M. Cloutier devra soumettre un rapport incluant des suggestions quant au contenu du mandat et des organismes susceptibles d'en faire partie pour le 1er septembre.

Utilisation des gymnases d'écoles Une entente prochaine qui peine Sainte-Foy

par **Gaston-Marcel COMEAU**

C'est "avec regret" que le maire de Sainte-Foy, Louis-Marie Lavoie a déposé, hier au conseil municipal, un projet de règlement autorisant la ville à conclure une entente avec la Commission scolaire de Sainte-Foy.

Cette entente, qui pourra éventuellement être paraphée par les représentants des deux corps publics, concerne l'utilisation de 15 gymnases — propriétés de la commission scolaire — pour fins de loisirs communautaires.

Selon M. Lavoie, il est inacceptable que les citoyens de Sainte-Foy doivent payer pour l'utilisation

de ces équipements publics situés dans les limites de la ville. Le protocole d'entente prévoit, en effet, que la municipalité verse \$3,05 par heure d'utilisation pour l'entretien ménager et \$2,80 par heure d'utilisation pour la consommation d'énergie.

Le conseil municipal a, par ailleurs, adopté une résolution demandant au gouvernement du Québec de se pencher sur cette question et réclame ni plus ni moins que la réciprocité dans l'utilisation des équipements payés par les contribuables, tel que cela existe, par exemple, entre la ville de Québec et la Commission des écoles catholiques de Québec.



L'autoroute 440

Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve

Ouverture officielle d'un accès au boulevard Sainte-Anne via la rue de la Station à Beauport, sur l'autoroute 440. Cette sortie permettra la desserte d'un secteur névralgique de la ville de Beauport où se retrouve une concentration importante de commerces. Temporairement, le ministère des Transports du Québec a aménagé à cet endroit, au coût de \$25,000, une intersection avec feux de circulation comme le montre notre photo.

L'eau de Beauport passera par les galeries de captage

par **Gérald OUELLET**

Après l'analyse du rapport d'étude sur l'alimentation en eau potable, et des renseignements supplémentaires fournis par la firme d'ingénieurs-conseils Hallissey, Asselin & Daigle Inc., le conseil municipal de Beauport a décidé hier

d'opter pour la solution numéro un prévoyant l'aménagement de galeries de captage de l'eau, dans les sables du secteur Sainte-Thérèse-de-Lisieux, dans la rivière Montmorency.

Il s'agit d'un projet global de \$13,4 millions qui, cependant, sera réalisé en plusieurs étapes, confor-

mément aux recommandations contenues dans le rapport des hydrogéologues de la Compagnie internationale de consultants en hydrogéologie de Québec.

Un échéancier de réalisation et de financement sera fixé bientôt, en tenant compte des besoins de la ville et de la capacité de payer des contribuables.

Enfin, le maire Michel Rivard a déclaré qu'il avait tenu compte des recommandations des différents intervenants dans ce dossier, mais que la solution numéro un de la firme Hallissey, Asselin & Daigle a été retenue. Le maire a également rappelé qu'il réalisait ainsi une promesse faite par son parti, lors de l'élection municipale de novembre 1980.

Règlements d'emprunt

D'autre part, le conseil municipal a adopté, hier, deux règlements d'emprunt totalisant la somme de \$580,340, soit \$330,238 pour des travaux de réfection de pavage dans certaines rues de la ville et \$250,012 pour la construction d'un bâtiment de services et la réparation de la piscine Giffard.

Corvée-habitation: à Beauport, on prolonge

par **Gérald OUELLET**

La ville de Beauport a décidé, hier soir, de prolonger le programme Corvée-habitation en y injectant \$200,000 supplémentaires.

Le maire Michel Rivard a souligné que, devant le succès remporté par ce programme en 1982, la construction résidentielle à Beauport ne s'en portait que mieux et que la ville devait continuer à contribuer à la construction de nouvelles habitations.

L'année dernière, les services techniques de la ville de Beauport avaient émis 164 permis de construire cadre du programme Corvée-habitation; de ce nombre, 123 permis ont été accordés pour des maisons unifamiliales, 24 permis pour des maisons unifamiliales jumelées, 16 permis pour des maisons en rangée et un permis pour une maison bifamiliale.

Ce développement s'est effectué plus particulièrement dans le secteur au nord de l'autoroute de la Capitale délimité par les rues Seigneuriale et l'avenue Nordique. La participation de la ville de Beauport, qui se composait de \$2,000 par unité d'habitation, s'est donc élevée à \$328,000. En ce qui a trait au coût des travaux, la valeur des bâtiments construits à Beauport dans le cadre

de ce programme s'élève en moyenne à \$52,300.

Les modalités d'application et les conditions d'admissibilité demeurent inchangées. La participation de la ville consiste en une subvention de \$1,000 par unité d'habitation dont le coût de construction n'excède pas \$60,000 (incluant le terrain) et de \$500 par unité de logement dans tout bâtiment à logements multiples jusqu'à un maximum de \$20,000 par bâtiment. Le bâtiment devra être mis en chantier, suivant l'extension du programme qui a été adoptée, entre le 5 juillet et le 31 décembre 1983.

Achetez plus qu'une voiture...



Nous offrons à tout nouveau propriétaire de
MAXIMA
ou
280 ZX

l'unique SERVICE 1^{re} CLASSE

Une garantie de 4 ans ou 100 000 kilomètres
LOCATION A LONG TERME



Ste1Foy DATSUN

2060, boul. Charest ouest
681-7371

Salon Jade

DERNIERS RABAIS

jusqu'à

60%

Toute vente finale Cartes de crédit acceptées

PLACE LAURIER

MIAMI BEACH

SUPER AUBAINE

à partir de

379\$

1 semaine

p/p occ. double

Départs tous les samedis

AIR CANADA

MONACO RESORT MOTEL

Comprenant:

- Vols de jour
- Québec-Fort Lauderdale
- 7 ou 14 nuits au Monaco Resort Motel
- Petit déjeuner continental

1 sem. 2 sem.

26/6 - 27/8 399\$ 529\$

3/9 - 22/10 379\$ 485\$

VOYAGES PARADIS

CARREFOUR CHARLEBOURG 627-0911

ROND-POINT LEVIS 833-6823 837-4783

LE MONDE

Arafat prêt à céder la Békaa

TUNIS (d'après AFP, UPI et AP) — Le leader de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP), M. Yasser Arafat, a offert de retirer de la Békaa les forces du Fatah qui lui sont restées fidèles et de céder leurs bases aux mutins.

Mais un leader de la rébellion a aussitôt répliqué qu'Arafat devait faire plus de concessions pour mettre fin à la mutinerie au sein du Fatah, un mouvement qui ébranle l'ensemble de l'organisation palestinienne, depuis 2 mois.

Entre-temps, le ministre des Relations extérieures français, M. Claude Cheysson, un personnage qui depuis fort longtemps jouit d'une grande crédibilité au sein de l'OLP, est arrivé à Damas, dans le but, semble-t-il, d'agir comme médiateur dans la crise palestinienne.

Aussitôt arrivé, il s'est entretenu avec son homologue syrien et vice-premier ministre Abdel Halim Khaddam.

Le but de la visite de M. Cheysson n'a fait l'objet d'aucun commentaire officiel mais on rapporte dans la capitale syrienne que le ministre sera reçu par le président Hafez al-Assad et également par le président du Conseil national palestinien, Khaled al-Fahoum, qui dirige également la Commission de médiation de l'OLP pour tenter de résoudre la crise palestinienne.

Il doit se rendre ensuite en Arabie saoudite, en Israël et en Egypte.

Dans la Békaa

Hier, les membres des factions rivales ont rompu le cessez-le-feu établi pour la seconde fois

en fin de semaine. Le duel aux mortiers n'aurait fait des victimes que chez les militaires dans la ville de Taanayel.

D'autre part, un responsable palestinien loyal à M. Yasser Arafat a affirmé hier à Tripoli, au nord du Liban, que les forces syriennes ont massé dimanche dernier des troupes face aux positions occupées par les loyalistes du Fatah.

Selon ce responsable, qui a requis l'anonymat, les Syriens s'apprêteraient à lancer une offensive pour le contrôle de trois axes stratégiques dans la Békaa: le noeud routier de Chtaura, la ligne de Kfar-Zabad, qui longe à l'ouest la frontière syrienne et enfin la ville de Baalbeck.

Dénouement ou militarisation

Chez les mutins, on demeure optimistes de pouvoir contenir la crise et même la voir se résorber dans les plus brefs délais.

Chez les loyalistes du Fatah, on le semble moins puisque malgré les "offres" de Yasser Arafat, les rebelles maintiennent leur intransigence et réclament de nouvelles concessions de la part du leader traditionnel du Fatah.

Un conseiller de M. Arafat a fait savoir que la délégation de l'OLP a proposé un "cessez-le-feu immédiat et ferme dans la vallée de la Békaa, un retrait de cette région des forces du Fatah fidèles à M. Arafat et la formation d'une commission mixte composée de partisans de M. Arafat et de dissidents afin de préparer un congrès général du Fatah".



Le plan que semblent devoir adopter les Israéliens pour le redéploiement de leurs forces leur permettrait de contrôler militairement toute la région du Sud-Liban bornée au nord par la rivière Awali, qui se jette dans la Méditerranée, à l'entrée nord de la ville de Saïda.

Begin ordonnera le repli au Sud-Liban

JERUSALEM (d'après UPI et AFP) — Le premier ministre israélien Menahem Begin ordonnera sous peu le repli des forces israéliennes sur des positions plus défendables au Sud-Liban et cela, en dépit des objections américaines.

Un porte-parole gouvernemental a indiqué hier que l'armée israélienne devrait se redéploier au Sud-Liban "avec ou sans le consentement des Etats-Unis et du gouvernement libanais".

En fait, vu le pessimisme général qui entoure la nouvelle mission de M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain au Moyen-Orient, le cabinet israélien paraît déterminé à prendre ses dispositions en vue d'un repli unilatéral du Liban.

Cette question doit être examinée lors d'une réunion du comité interministériel de la Défense à Jérusalem, demain à la veille des entretiens entre MM. Begin et Shultz.

Le cabinet de M. Begin a de bonnes raisons d'envisager ce redéploiement sur des lignes logistiques mieux défendables. L'armée israélienne serait plus à l'abri

des attentats presque quotidiens auxquels elle est soumise actuellement. Déchargée des opérations de police dans les régions de Beyrouth et du Chouf (la montagne à l'est de Beyrouth), elle pourrait en outre réduire considérablement ses effectifs d'occupation.

Accessoirement, cela pourrait apaiser l'opposition intérieure israélienne, réticente devant la perspective d'un second hiver de l'armée au Liban.

Les experts militaires israéliens ont prévu plusieurs plans de repli, le plus vraisemblable étant celui qui irait du mont Barouk (hauteur stratégique dominant la Békaa libanaise à l'est), le long de la rivière Anali, jusqu'à la côte méditerranéenne au niveau de Saïda, à l'ouest du Sud-Liban.

En principe, ce désengagement ne devrait pas être effectif avant la rencontre de MM. Menahem Begin et Ronald Reagan, prévue le 27 juillet à Washington. Américains et Israéliens sont en effet convenus de coordonner leur action, "en respectant les termes de l'accord israélo-libanais".

On aurait découvert le vrai mont Sinaï

BRESCIA, Italie (AFP) — Une mission archéologique italienne, dirigée par le professeur Emmanuel Anati, affirme avoir découvert dans le désert du Néguev (sud d'Israël) le véritable mont Sinaï, où Moïse reçut les tables de la loi.

Commentant hier à Brescia (Italie du Nord) les résultats d'une mission dans cette région, le professeur Anati a notamment indiqué que les chercheurs avaient mis en évidence sur le mont Karkoum (874 m), dans l'Oued Faran, au centre du désert du Néguev, différents lieux de cultes correspondant dans une certaine mesure à la description faite dans l'Ancien Testament du mont Sinaï.

Ceux-ci remontent cependant manifestement à une époque antérieure à la fuite d'Egypte de Moïse et de son peuple (à la fin du XIVe siècle ou au milieu du XIIIe siècle) avant l'ère chrétienne, selon le professeur Anati.

Les chercheurs ont retrouvé des pierres portant des ornements religieux et mythologiques, divers tumuli et des inscriptions vieilles de 4,000 ans environ, a-t-il précisé. Le long du sentier menant au sommet du mont Karkoum (Djebel Ideid, en arabe) des pierres placées verticalement correspondant aux massébot cités dans la Bible, et dont la fonction en tant qu'objet de culte est décrite dans le livre de la Genèse, ont également été retrouvées.

L'ensemble des vestiges découverts ont amené l'équipe à la conclusion qu'on était en présence de lieux de culte antérieurs au XIXe siècle avant l'ère chrétienne, époque à laquelle le site fut abandonné.

Cette hypothèse s'oppose chronologiquement aux études bibliques traditionnelles et situant le mont Sinaï au Djebel Moussa, au sud de la péninsule du Sinaï.

carrières et professions

647-3266
COMPOSEZ
OU ECRIVEZ A CARRIERES ET PROFESSIONS
LE SOLEIL L.T.E.E. C.P. 1547, QUEBEC, QUE. G1K 7J6

COMPAGNIE DE
COURRIER
est à la recherche d'un(e)
REPRESENTANT(E)
au service à la clientèle

Bilingue de préférence,
5 années d'expérience
dans le domaine du
transport serait un
atout.

Faire parvenir C.V. au:
Dépt 8499, Le Soleil Ltee
390, St-Vallier est
Québec G1K 7J6

CARRIERES
et
PROFESSIONS
COMMUNIQUE
VOS
OFFRES D'EMPLOI
A DES MILLIERS
DE LECTEURS

La Maisonnée

Offre de lancement



"Le Kaiser" du 29 JUIN au 10 JUILLET

Un petit pain tendre au sésame ou au pavot, frais du jour, garni de tranches de fromage, de viande froide et de laitue.

99¢

au lieu de 1,89\$

Ne manquez pas cette offre spéciale de **la Maisonnée** pour le lancement du **prêt-à-manger**

Le comptoir du prêt-à-manger, c'est toute une variété de mets nutritifs et délicieux que vous pouvez déguster sur place ou emporter.

Venez visiter **la Maisonnée** de votre quartier

Québec 316, chemin de la Canardière 2190, 1 ^{re} Avenue 2601, rue Maufils 1365, chemin Ste-Foy	Charlesbourg 5020, 1 ^{re} Avenue 6950, boul. Henri-Bourassa 8930, boul. Henri-Bourassa	Ste-Foy 2834, chemin St-Louis Sillery 1297, avenue Maguire	Ancienne Lorette 1372, rue St-Jacques Les Saules 1350, boul. Masson Giffard 3170, chemin Royal
--	---	---	--



Économisez!
Ce coupon vous permet de déguster un délicieux sandwich "Le Kaiser" pour seulement **99¢**.

Cette offre est valable du 29 juin au 10 juillet 1983.

Bon appétit!



BS BRIDGESTONE

SF SUPERFILLER
exclusif à Bridgestone!

Après des années d'intenses recherches, Bridgestone a mis au point un nouvel alliage de caoutchouc unique en son genre qui améliore notablement la performance des pneus radiaux ceinturés d'acier: c'est... Superfiller.

RD 212

Il permet une meilleure économie d'essence grâce à sa bande de roulement plus large. La double ceinture d'acier offre une plus grande douceur de roulement et les plis de polyester procurent une plus grande durabilité.

P185/75 R 14	125,00 \$	93,75 \$
P195/75 R 14	132,00 \$	99,00 \$
P205/75 R 14	141,00 \$	105,75 \$
P215/75 R 14	148,00 \$	111,00 \$
P205/75 R 15	145,00 \$	108,75 \$
P215/75 R 15	151,00 \$	113,25 \$
P225/75 R 15	156,00 \$	117,00 \$
P235/75 R 15	169,00 \$	126,75 \$

RD 108

Ce pneu radial ceinturé d'acier offre une plus grande manœuvrabilité. Il améliore la douceur de roulement et réduit les bruits de la route.

P155/80 R 12	F/N	78,00 \$	60,25 \$
P155/80 R 12	F/B	85,00 \$	65,65 \$
145 R 13	F/N	72,00 \$	55,75 \$
145 R 13	F/B	77,00 \$	59,35 \$
P155/80 R 13	F/N	82,00 \$	62,95 \$
P155/80 R 13	F/B	85,00 \$	65,65 \$
P165/80 R 13	F/N	90,00 \$	69,25 \$
P165/80 R 13	F/B	97,00 \$	74,65 \$
P185/80 R 13	F/B	104,00 \$	80,05 \$
185/SR 14	F/N	113,00 \$	87,25 \$

DAYTON THOROBRED

Un pneu de construction radiale, fiable, à un prix très économique.

155 SR 12"	46,95 \$	P205/75 R 14	70,95 \$
145 SR 13"	51,95 \$	P205/75 R 15	72,95 \$
155 SR 13"	49,95 \$	P215/75 R 15	74,95 \$
165 SR 13"	54,95 \$	P225/75 R 15	76,95 \$
P185/80 R 13	61,95 \$	P235/75 R 15	78,95 \$
P185/75 R 14	63,95 \$	FR 78-15	52,50 \$
P195/75 R 14	64,95 \$		

* Pneus différents

VIDANGE D'HUILE

Vidange de l'huile du moteur (maximum 5 litres) et lubrification complète de la voiture.

Filtre en sus.

895\$*

* Service de vidange d'huile non disponible

Passer donc dès aujourd'hui chez votre détaillant CTR participant

Prix en vigueur jusqu'au 15 juillet 1983



SERVICE DE PNEUS CTR LTÉE

GARANTIE CONTRE LES HASARDS ROUTIERS PAR CTR.

128, avenue St-Sacrement, Québec 681-0511
2585, boul. Henri-Bourassa, Québec 525-6141
8655, boul. Henri-Bourassa, Charlesbourg 627-0940
144, route Kennedy, Lévis 833-9244
10750, boulevard Lacroix, Ville St-Georges, Beauce-Sud 227-2868
200, St-Jean-Baptiste ouest, Rimouski 724-2533
374, rue Témiscouata, Rivière-du-Loup 862-2011

Alma, Chandler, Chibougamau, Chicoutimi, Hauteville, Jonquière, Montmagny, Murdochville, Normandin, Roberval, Sept-Îles, St-Félicien, St-Pamphile, Thetford-Mines, Victoriaville, Ville de la Baie.

Protons lancés à la vitesse de la lumière

BATAVIA, Illinois (AP) — Le plus puissant appareil destiné à "casser" les atomes du monde a été expérimenté avec succès au laboratoire national d'accélérateur de particules Fermi de Batavia, dans l'Illinois, où dimanche à 20h30 GMT, des protons ont atteint une vitesse proche de celle de la lumière.

Ce nouvel accélérateur devrait permettre aux physiciens de déterminer avec une précision accrue les propriétés fondamentales de la matière grâce à des collisions entre particules qui aideront à déterminer leur composition.

Au cours de l'expérimentation, les protons avaient une énergie record de 512 milliards d'électrons-volts. L'ancien ac-

célérateur du "Fermilab" permettait d'atteindre une énergie de 400 milliards d'EV, mais les chercheurs espèrent pouvoir obtenir des énergies de l'ordre de 1,000 milliards d'EV avec le nouveau.

Les responsables du laboratoire ont indiqué que cette expérience redonnait, dans ce domaine de la recherche, l'avance aux Etats-Unis dépassés depuis un certain temps par les travaux du centre européen de recherche nucléaire (CERN) situé à la frontière franco-suisse près de Genève.

L'utilisation du nouvel accélérateur, baptisé "Tevatron", dont la construction a coûté \$130 millions "redressera l'équilibre dans la rivalité et la coopération entre les Etats-Unis et l'Europe", a estimé le directeur du "Fermilab", M. Léon Lederman.

Stone au Salvador pour tenter d'amorcer les négociations

WASHINGTON (AFP) — M. Richard Stone, émissaire spécial du président Ronald Reagan pour l'Amérique centrale, retournera au Salvador cette semaine pour organiser une rencontre entre des responsables salvadoriens et la guérilla, a indiqué hier soir la chaîne de télévision CBS.

Selon CBS, M. Stone entendrait mettre sur pied une réunion entre des représentants de la guérilla et la commission de paix salvadorienne, désignée par le gouvernement pour obtenir la participation des forces politiques proches de la guérilla aux élections prévues pour la fin de l'année.

Cependant, un porte-parole du département d'Etat s'est refusé à tout commentaire sur ces informations hier soir.

La chaîne de télévision ajoute qu'on ignore si M. Stone a l'intention de rencontrer lui-même des dirigeants de l'opposition armée.

Le gouvernement américain a souligné à plusieurs reprises qu'il était favorable à des négociations avec la guérilla, afin que cette dernière participe au processus électoral salvadorien. Mais il est opposé à des conversations sur un partage du pouvoir.

Américains à Managua pour protester contre Reagan

MANAGUA (d'après UPI) — Environ 125 Américains membres d'associations pacifistes et représentants de plusieurs Eglises sont arrivés hier dans la capitale nicaraguayenne pour participer à une protestation antiaméricaine de "type Gandhi".

Le groupe participera à une veillée aux flambeaux devant les locaux de l'ambassade américaine à Managua jeudi soir. Ils doivent également rencontrer l'ambassadeur américain en poste à Managua, Anthony Quain-

ton, et des membres de l'opposition nicaraguayenne, dont l'évêque conservateur du Nicaragua, Miguel Obando y Bravo.

Ces Américains de toute tendance religieuse proviennent de 31 Etats et un de leurs porte-parole a déclaré: "Nous sommes ici pour démontrer que la direction politique de Ronald Reagan à l'égard de l'Amérique centrale n'est pas la bonne et qu'elle n'est pas soutenue par la majorité des Américains".



L'homme d'affaires Calvin Jones monte à bord d'un petit hélicoptère en arborant un drapeau américain et emportant un sac plein de billets de \$1. La somme de \$1,000 a été lâchée sur une foule d'enfants massés à Hurricane (Virginie occidentale) pour la Fête de l'indépendance.

360 morts sur les routes

WASHINGTON (d'après UPI) — Malgré la multiplication des patrouilles routières et les pièges tendus aux automobilistes en état d'ébriété, les Américains enregistrent un de leurs pires records de morts violentes sur les routes pendant le long congé de la Fête de l'indépendance, hier.

En fin d'après-midi hier, un décompte officieux faisait état de 360 morts violentes sur les routes américaines. En Californie seulement, au moins 46 personnes sont mortes sur les routes, dépassant largement le chiffre de l'an dernier (34).

Les Américains fêtent dans la tradition leur indépendance

WASHINGTON (AFP) — Barbecues, concerts, parades, défilés et feux d'artifices monstres, les ingrédients traditionnels étaient au rendez-vous pour la célébration, hier, de la fête nationale qui commémore la déclaration d'indépendance américaine.

A Washington, près de 50,000 personnes ont assisté, à l'occasion de ce 207ème anniversaire des Etats-Unis, à l'une des plus grandes parades qu'ait connues la capitale fédérale.

Le traditionnel concert donné sur le Mall, face à la Maison-Blanche, a fait cette année l'objet d'une controverse à la suite de la décision du secrétaire à l'Intérieur, M. James Watt, de remplacer le groupe de rock des Beach

Boys par un "crooner" de Las Vegas, Wayne Newton. M. Watt considérait que les Beach Boys risquaient d'attirer de mauvais éléments et de gâcher ainsi l'atmosphère familiale de ces festivités du 4 juillet.

Dans la capitale, les festivités devaient s'achever sur un feu d'artifice particulièrement spectaculaire.

A New York, la canicule avait fait fuir plus d'un million de personnes vers les plages tandis que les 1,400 habitants d'Itasca (Illinois), près de Chicago, restaient chez eux pour se tailler une place dans le livre des records Guinness en gonflant un drapeau américain constitué de 300,000 ballons.

123,00 ballons rouges, 122,349 bal-

lons blancs et 54,791 ballons bleus ont été nécessaires à la constitution de ce drapeau américain de 100 m sur 170, un nouveau record en la matière.

Les 1,200 "Marines" de la Force multinationale au Liban n'ont pas été oubliés. Ils ont célébré le 4 juillet avec les traditionnels barbecues et force hamburgers, accompagnés d'un message présidentiel.

"Dites-leur la gratitude de leurs concitoyens, dites-leur que nous sommes derrière eux et que nous sommes fiers de notre drapeau", a demandé le président Ronald Reagan, qui a passé le week-end de la fête nationale dans son ranch de Santa Barbara en Californie.

MERCI, CANADA, POUR UN DÉPART SENSATIONNEL!

QUAND LES VENTES AUGMENTENT DE PLUS DE 50%, CE DOIT ÊTRE POUR DE BONNES RAISONS.

Ce qu'il a fallu y mettre:

Une qualité de classe mondiale. La Pontiac 2000 prouve jusqu'à quel point une petite voiture peut être bien construite. C'est le résultat d'un engagement total comprenant plus de mille vérifications de la qualité au moyen de sondes optiques, de rayons laser, d'ultrasons et d'essais par ordinateur. C'est l'automatisation, la robotique et surtout un personnel dévoué qui permettent de construire cette voiture de qualité de classe mondiale qu'est la Pontiac 2000! Alors, quand on sait comment elle est construite, on sait pourquoi on l'achète!

Une technique d'avant-garde. La Pontiac 2000 est une traction avant éprouvée, aux qualités routières impeccables. Sa direction à crémaillère est d'une grande précision. Sa suspension avant à jambes MacPherson avec barre stabilisatrice et sa suspension arrière à barre antiroulis intégrée avec ressorts hélicoïdaux de flexibilité variable contribuent à la douceur et à la stabilité de son roulement. Son empattement de 101,2 pouces contribue également à sa stabilité.

De nouvelles performances sensationnelles. La version 1983 de la Pontiac 2000 est plus puissante grâce à un nouveau 4-cylindres rapide de 2 litres et une boîte manuelle à 4 vitesses avec surmultipliée, standard. Existente aussi une boîte manuelle à 5 vitesses avec surmultipliée et une automatique livrables en option. Allez chez le concessionnaire Pontiac en faire un essai routier. Elle vous séduira!

Ce qu'elle vous coûtera:

7731\$**

Ce qu'elle vous rapportera:

Cette Pontiac 5 places d'une grande élégance est un vrai bon achat! La Pontiac 2000 est spacieuse, de grand confort et bien équipée. L'équipement standard comprend entre autres: sièges-baquets avant entièrement rembourrés de mousse et à dossier inclinable, bloc central, volant de luxe, désembueurs de glaces latérales, dégivreur de glace arrière, bandes de frottement de pare-chocs, moulures latérales de carrosserie, roues rallye, tapis à poils ras et batterie à fort débit. En plus du coupé 2 portes au prix le plus modique (représenté), les autres modèles à excellent profilage aérodynamique comprennent les sedans 4 portes, les modèles 3 portes (à arrière ouvrant), les familiales 5 portes et une décapotable 2 portes à venir. Il ne faut pas se surprendre que la Pontiac 2000 version 1983 fasse autant sensation en une période où d'autres nouvelles sous-compactes connaissent des difficultés.

L'économie...la Pontiac vous l'offre. La Pontiac 2000 n'est pas seulement une voiture élégante et de qualité supérieure. Elle est construite pour offrir l'économie de carburant répondant aux besoins actuels:

Cote en usage combiné
7,4 L/100 km 38 mi/gal
avec équipement standard.

Ces chiffres sont des estimations basées sur les méthodes d'essai en laboratoire approuvées par Transports Canada. La consommation que vous obtiendrez pourra être différente.

PONTIAC 2000

*D'après les chiffres de R. L. Polk pour les immatriculations de véhicules vendus pendant l'année se terminant le 31 décembre 1982. Par comparaison avec la période de vente équivalente de 1981, les ventes de la Pontiac 2000 ont enregistré une hausse de 55,5%.
**Prix de détail suggéré par le fabricant pour le coupé 2 portes Pontiac 2000, taxe de vente fédérale comprise. Les taxes provinciales et locales (s'il y a lieu), ainsi que les frais de transport et d'immatriculation sont en supplément. Les prix indiqués peuvent être modifiés. Le concessionnaire peut vendre à des prix inférieurs.

La vie tient à un clic! Attachez-vous!



Le coupé 2 portes Pontiac 2000



Transfuges soviétiques à Stockholm

STOCKHOLM (AFP) — Une violoniste soviétique et un pianiste de l'orchestre symphonique de Kharkov ont profité d'un séjour en Finlande où ils avaient donné plusieurs concerts pour passer à l'Ouest, gagnant dimanche Stockholm à bord d'un avion de tourisme affrété par un ami, a annoncé, lundi, la police suédoise.

Viktoria Mullova, 23 ans, gagnante du concours Sibelius en 1980, et Vachtang Sor-dania, 40 ans, n'ont pas demandé l'asile politique à la Suède, précise-t-on de même source. Ils ont exprimé l'intention de gagner un autre pays qui n'a pas été précisé.

Les deux Soviétiques étaient arrivés à Helsinki il y a une dizaine de jours. Ils s'étaient ensuite rendus dans le nord de la Finlande et devaient participer à partir de demain au festival de Jyväskylä.

Selon des accords entre la Finlande (neutre) et les Etats du pacte de Varsovie, Helsinki n'accorde pas le droit d'asile aux ressortissants des pays de l'Est et les renvoient dans leur pays d'origine.



Mlle Viktoria Mullova photographée jeudi lors d'une escale dans la ville finlandaise d'Oulu, sur les côtes du golfe de Bothnie. Elle s'est réfugiée samedi en Suède, dont on aperçoit les côtes au fond.

L'université de Kaboul se vide

ISLAMABAD (AFP) — Quarante-vingts pour cent des professeurs de l'université de Kaboul ont fui leur pays depuis le coup d'Etat communiste d'avril 1978 et le "niveau de l'enseignement supérieur s'est complètement effondré", selon son ancien recteur, M. Mohammed Haider, qui vient de se réfugier au Pakistan.

Six mille étudiants — contre environ quinze mille il y a cinq ans — suivent aujourd'hui un enseignement calqué sur le "modèle soviétique" et dispensé par des jeunes professeurs sans formation "dont le seul critère de recrutement est la loyauté au régime", a déclaré à l'AFP, dimanche à Islamabad, l'ancien universitaire.

Pour inciter les jeunes gens à combattre dans les rangs de l'armée afghane, a-t-il ajouté, les autorités ont introduit une procédure de "promotion automatique" assurant le passage sans examen dans l'année supérieure à tous ceux qui au-

ront passé au moins trois mois sous les drapeaux. "Certains ont ainsi décroché leur licence sans examen", a dit M. Haider (54 ans, docteur en économie politique de l'université de Grenoble, France).

A la faculté de droit, où il enseignait encore le mois dernier, "près de 90 pour 100 des étudiants sont des filles (...) car les garçons ont quitté Kaboul pour l'exil ou le maquis". "La seconde université du pays, à Jellalabad (est de Kaboul), ne fonctionne plus. Les lycées de Hérat et Kandahar (deuxième et troisième villes afghanes) sont paralysés", a-t-il ajouté.

M. Haider estime qu'environ 6.000 jeunes afghans étudient aujourd'hui dans les universités et les collèges techniques d'URSS ou d'Europe de l'Est. Ils sont sélectionnés sur la base de leur appartenance au Parti communiste afghan.

Les forces gouvernementales évacuent une autre ville dans l'est du Tchad

N'DJAMENA (AFP) — La ville de Fada, à 250 km à l'est de Faya-

Largeau, dans l'est du pays, a été évacuée par les Forces armées na-

tionales tchadiennes (FANT) du président Hissène Habré, a-t-on affirmé hier de source tchadienne autorisée à N'Djamena.

On ajoute de même source que cette évacuation s'est faite volontairement, pour des raisons stratégiques. Selon ces mêmes sources, les éléments des FANT qui ont été retirés de Fada seraient en effet redéployés à Oum Chalouba (200 km au sud de Fada), afin de renforcer la tête de défense des dispositifs des FANT dans la région.

Radio-Tripoli, captée à N'Djamena, avait annoncé dimanche soir que les partisans de l'ex-président Goukouni Weddeye s'étaient emparés de Fada.

Les autorités tchadiennes semblent accorder une importance grandissante à la défense de l'est du pays. C'est ainsi que des troupes sont actuellement prélevées dans le sud pour être dépêchées dans cette

région, où des partisans de M. Goukouni ont été repérés.

A N'Djamena, la situation reste calme, même si certaines rumeurs font état de l'évacuation prochaine de ressortissants occidentaux, notamment le personnel de la représentation diplomatique américaine et les fonctionnaires d'organismes internationaux.

Mais, depuis l'arrivée des 250 paras zairois dimanche à N'Djamena, un véritable "pont aérien" s'est mis en place pour apporter l'aide étrangère aux FANT.

De nombreux avions d'origines diverses se posent à N'Djamena à très forte cadence. Dimanche après-midi, alors que les Zairois étaient attendus à l'aéroport, on a pu remarquer un appareil gros porteur de la compagnie "Heavy Lift" décharger des véhicules de transport français.

Un autre massacre en Ouganda

KAMPALA. Ouganda (d'après UPI) — Un groupe de onze hommes bien armés, dont certains portaient des uniformes de l'ar-

mée ougandaise, ont massacré 10 personnes au cours du dernier week-end dans la banlieue de Kampala.

Selon la presse locale, les hommes ont fait irruption samedi au domicile de M. James Juko, 64 ans, un cadre de la succursale ougandaise d'une banque britannique, et ont assassiné sa femme, sa fille de 13 ans et ses quatre garçons avant de l'abattre.

En vacances sans permission Walesa risque de se faire licencier

VARSOVIE (d'après AFP et NYTNS) — M. Lech Walesa est parti en vacances pour deux semaines sans autorisation de son chef de service aux chantiers navals "Lénine", au risque de se faire licencier, a-t-on appris à son domicile à Gdansk.

Selon son ancienne secrétaire, Mme Bozena Rybicka, le président du syndicat hors la loi "Solidarité" avait formulé une demande de congé pour juillet ou septembre. Au milieu de la semaine dernière, son chef de service lui a d'abord donné une réponse favorable, mais quelques heures plus tard le même jour, il lui a fait savoir qu'il ne pourrait partir qu'en août.

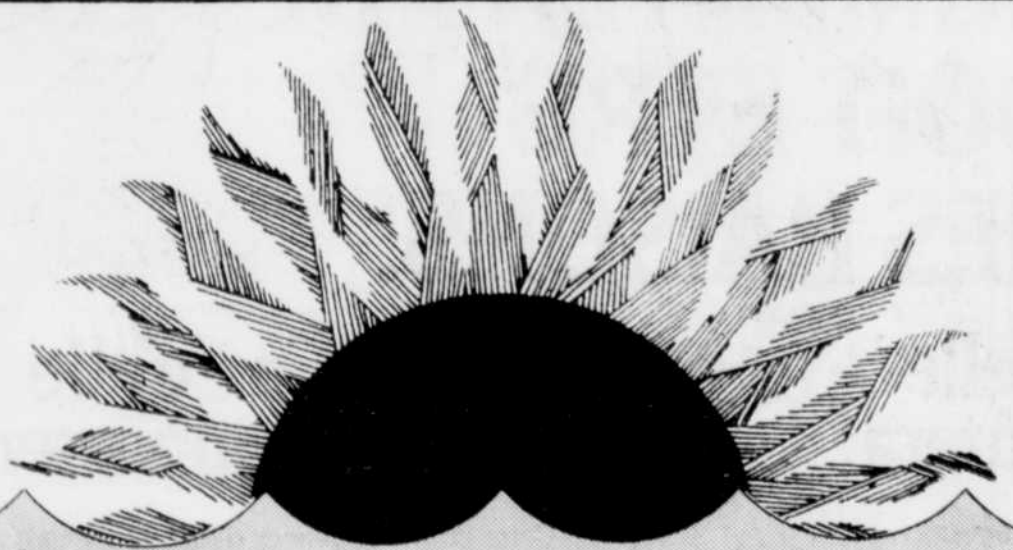


Lech WALESA

Le chef syndical a alors refusé cette dernière offre car il tient à être de retour dans les chantiers le 31 août, date du troisième anniversaire de fondation de "Solidarité". L'an dernier, cet événement avait été marqué par de violents affrontements entre les forces de l'ordre et des manifestants antigouvernementaux à travers toute la Pologne. Cinq personnes avaient perdu la vie et des centaines d'autres avaient été blessées au cours des trois jours qu'avait duré les célébrations.

Devant le refus des autorités, M. Walesa, qui a déjà envoyé ses quatre garçons en colonie de vacances, a décidé de partir malgré tout. Il a quitté Gdansk hier matin, en compagnie de sa femme Danuta et de leurs trois filles, pour une destination inconnue.

Aux termes de la loi polonaise, il pourrait perdre son emploi d'électricien aux chantiers navals pour s'être absenté sans permission. Hier, le chef du personnel a déclaré qu'il ne savait pas encore quelle mesure il allait prendre contre M. Walesa. "Chaque cas d'absence non motivée est traité au mérite, a-t-il dit. Tout dépend de la façon — écrite ou orale — dont il a fait sa demande de vacances et des explications qu'il va devoir nous donner à son retour", a-t-il dit.



Côteyez LE SOLEIL sur la côte du Maine

Vacanciers, LE SOLEIL est au rendez-vous sur la côte du Maine. Vous pouvez vous le procurer aux endroits suivants:

Old Orchard - Pine Point - Ogunquit - Wells

OLD ORCHARD

Harold's Cut Rate
11, East Grand Ave.

Fred's Barbecue
57, East Grand Ave.

East Grand Market
69, East Grand Ave.

Moby Dick
74, East Grand Ave.

Ocean View Variety
134, East Grand Ave.

Anthony Variety
170, East Grand Ave.

Capital Market
10, West Grand Ave.

Atlantic Sandwich Shop
27, West Grand Ave.

West Grand Market
75, West Grand Ave.

Gregory's Market
120, West Grand Ave.

Hogan's Variety
122, West Grand Ave.

La Grande Maison Blanche
22, Old Orchard St.

Beach Pharmacy
39, Old Orchard St.

Radley's Market
Cascade Road.

Potvin's Market
Saco Ave.

One Stop Convenience Store
Saco Ave.

Jeannette's Market
Ocean Park Road

B.J.'S Market
88, Saco Ave.

Motel Kebek-1
1, Walnut St.

Motel Kebek-2
Brisson St.

Motel Kebek-3
Carlsmith Ave.

OCEAN PARK

Ocean Park Variety
17, Temple Ave.

Ocean Park Groceries
Temple Ave.

PINE POINT

Pine Point Market
27, East Grand Ave.

CAMP ELLIS

Langevin's Market
3, Cove Ave.

KENNEBUNKPORT

Colonial Pharmacy
Dock Square

Meserve's Market
P.O. Box 477 A
Western Ave.

WELLS

Cabana Store &
Motor Court
Route 1

Maine Dinner
Route 1

Cumberland Farm
Route 1

Lee's Market
30, Atlantic Ave.

OGUNQUIT

Village Food Market
8, Main St.

YORK BEACH

Garfield's
13, Railroad Ave.

Vente
estivale
20% à
50%

de rabais
sur vêtements
d'été
(prêt-à-porter)

- Robes
- Jupes
- Blouses
- Pantalons
- Etc



BOUTIQUE
Marie Helene

2485, boul. Ste-Anne
Galeries de la Canadière - Tél.: 667-4722



Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve

Tout au long de la journée de lundi, des centaines de jeunes cadets ont afflué au camp militaire de Valcartier.

Ecole de musique centralisée

L'Ecole de musique du camp de Valcartier utilisera de nouveaux locaux cet été. En effet, les quelque 250 cadets inscrits à l'Ecole de musique seront logés au collège du Mont Saint-Sacrement, à environ 15 kilomètres de la base militaire.

En plus d'être logés à cet endroit, ils y suivront leurs cours de musique. En fait, contrairement aux autres cadets, ceux de l'Ecole de

musique n'ont pratiquement pas affaire au camp militaire de Valcartier.

L'année dernière, l'Ecole de musique des cadets avait été localisée au campus de Cap-Rouge. C'était alors la première année où les cours de musique pour les cadets étaient centralisés à un endroit.

Cinq niveaux différents de musique sont enseignés aux jeunes

cadets dont l'âge varie de 13 à 18 ans.

"En fait, nous venons ici pour en apprendre davantage sur la musique", de confier deux jeunes soeurs, Noëlla et Caroline Corbin pour qui c'est le premier camp à l'Ecole de musique. L'an dernier, elles avaient participé à un camp d'entraînement général d'une durée de deux semaines.

Valcartier reçoit sa dose annuelle de cadets

par Pierre MARTEL

Journée d'effervescence hier au camp militaire de Valcartier lorsque quelque 2.200 jeunes cadets (de 13 à 18 ans) se sont présentés pour assister au camp des cadets dont la durée sera de six semaines (du 4 juillet au 15 août).

Aux 2.200 cadets qui feront leur entraînement au camp de Valcartier, il faut ajouter 250 autres cadets (des trois armes) qui seront logés au Mont Saint-Sacrement qui, pour la période de six semaines, servira d'école de musique pour les jeunes cadets.

La majorité des cadets accueillis à Valcartier viennent de toutes les régions du Québec. Un peu plus d'une centaine sont en provenance de l'extérieur du Québec.

Selon le commandant du camp des cadets, le lieutenant-colonel Jean Bourdeau, le tiers des cadets sont des filles. Elles forment trois compagnies qui sont dirigées par une équipe féminine.

Essentiellement, le séjour des cadets au camp militaire de Valcartier consiste en un entraînement militaire auquel on ajoute beaucoup d'activités récréatives et culturelles.

Pour leur stage de six semaines, les jeunes cadets sont logés, nourris et transportés. En plus, ils reçoivent un boni de \$240.

"Notre travail consiste à faire de bons citoyens avec les jeunes qui nous sont confiés pour six semaines. Nous travaillons à développer leurs qualités de chef", a expliqué le commandant Bourdeau.

Par ailleurs, parmi les cadets arrivés hier à Valcartier, une douzaine recevront un cours de pilotage à Sainte-Foy et une soixantaine recevront un cours de parachutisme.

En effet, pendant 25 jours, ils vivront dans le Grand Nord. Dans deux semaines, le groupe sera acheminé vers le village inuit de Pangnirtung. A partir de ce village, les jeunes cadets, encadrés par une vingtaine d'adultes, effectueront plusieurs expéditions.

Arctique

D'autre part, un groupe de 80 cadets (20 filles et 60 garçons) auront l'occasion de vivre une expérience de vie assez spéciale.



Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve

Le kilt écossais de ces deux cadets tranchait parmi les uniformes plus conventionnels des autres cadets.

"Culotte de cheval" vaincue grâce à la "lipo-succion"

MONTREAL (AFP) — La "culotte de cheval", amas de cellulite sur le haut des cuisses, peut disparaître sans régimes ni massages, grâce à la "lipo-succion".

Cette nouvelle technique, présentée au cours du huitième congrès international de chirurgie plastique qui s'est terminé dimanche à Montréal, requiert une simple incision. Le chirurgien y glisse ensuite une canule spéciale qui pompe les amas graisseux.

D'après les spécialistes, la "lipo-succion" ne peut toutefois être pratiquée sur tous les candidats à la minceur: il faut avoir moins de 40 ans, ne pas avoir de "chairs flasques", ni trop de zones encombrées de graisse.

"Ce n'est pas encore une panacée", a admis le Dr Gérard Rheault, seul chirurgien québécois qui pratique ce nouveau type d'intervention chirurgicale, dont le coût varie entre \$500 et \$3.000.

Grange-étable de Pont-Rouge incendiée

La grange-étable de M. Lionel Picher, du rang Terrebonne de Pont-Rouge, dans la circonscription de Portneuf, a été détruite de fond en comble, hier, par un incendie. 12 bêtes à cornes ont péri et 4.000 bottes de foin ont été consumées, ce qui porterait les pertes à près de \$100.000.

Le capitaine Jean-Noël Bussièrès, directeur des incendies à Pont-Rouge a déclaré au SOLEIL qu'il avait reçu l'appel vers 14h55.

Surtout à cause de la pénurie d'eau à proximité, M. Bussièrès a fait appel aux pompiers de Cap-Santé et à ceux de Saint-Basile. Il fallait plusieurs citernes pour alimenter les pompes à incendie et pouvoir éteindre le brasier.

M. Bussièrès ajoute qu'il a fallu également déplacer toutes les bottes de foin afin de pouvoir maîtriser tout foyer d'incendie et c'est vers 21h30 que les pompiers de Pont-Rouge ont pu regagner

leur caserne. Personne n'a été blessé.

La cause de l'incendie était inconnue, hier soir, mais il semble qu'une défectuosité électrique en soit responsable. M. Picher était dans sa grange et il aurait vu le feu jaillir et se répandre rapidement. Il n'a pas eu le temps de détacher les 12 bêtes à cornes, six vaches et six taures.

DENTISTE

DR GUY GRENIER
132, AV. PLANTE
VILLE-VANIER

RENDEZ-VOUS:
681-8141

Substance qui réduit les hémorroïdes

Substance exclusive qui soulage la douleur et enraye les démangeaisons.

Des expériences en clinique démontrent qu'une substance cicatrisante spéciale réduit vraiment les hémorroïdes sans causer de douleur. Elle soulage les démangeaisons et l'inconfort en quelques minutes.

Cette substance spéciale, Bio-Dyne, agit aussi à la cicatrisation des cellules et stimule la croissance de tissus nouveaux. De plus, dans maints et maints cas, une amélioration remarquable s'est maintenue durant des mois.

Seule PRÉPARATION H contient de la Bio-Dyne. En onguent ou en suppositoires. Satisfaction ou argent remis.

PRÉPARATION H

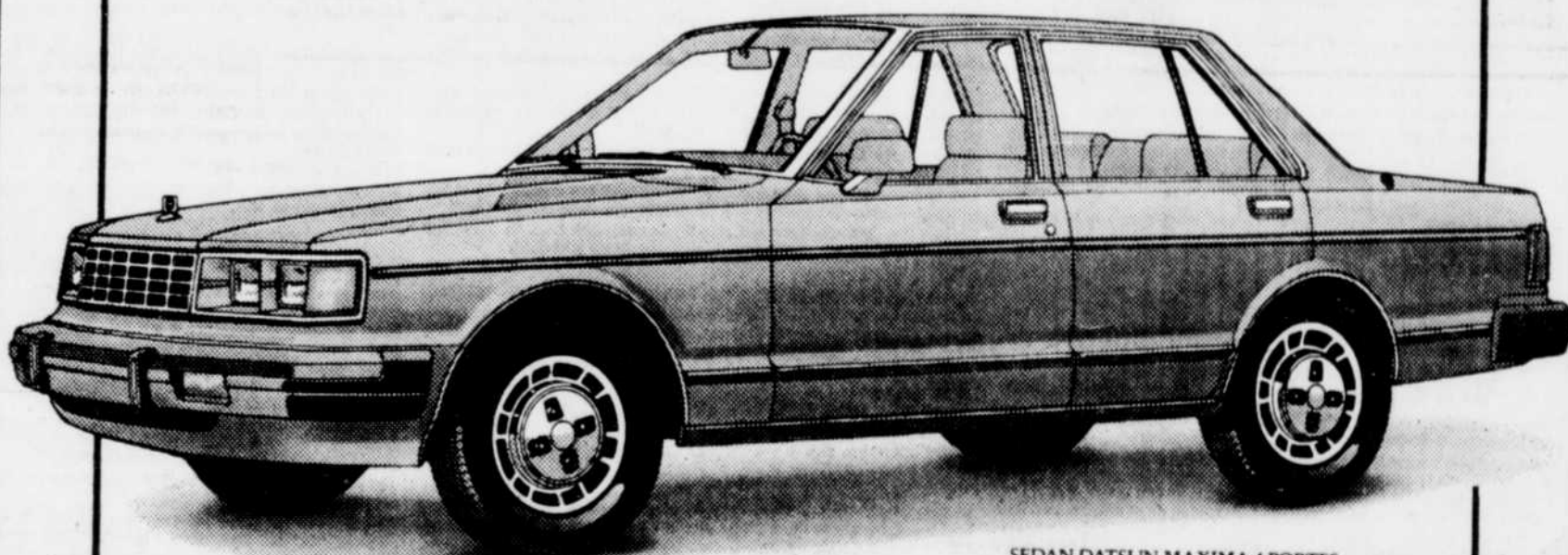
CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE RICHARD

Gaétan Richard, m.d.
FRCS (C)

400, BOUL. CHAREST EST.
QUÉBEC
(GALERIES DU SYNDICAT)

524-2481

DEVINEZ... le prix suggéré de cette voiture de luxe.*



SEDAN DATSUN MAXIMA 4 PORTES

Voici des indices:

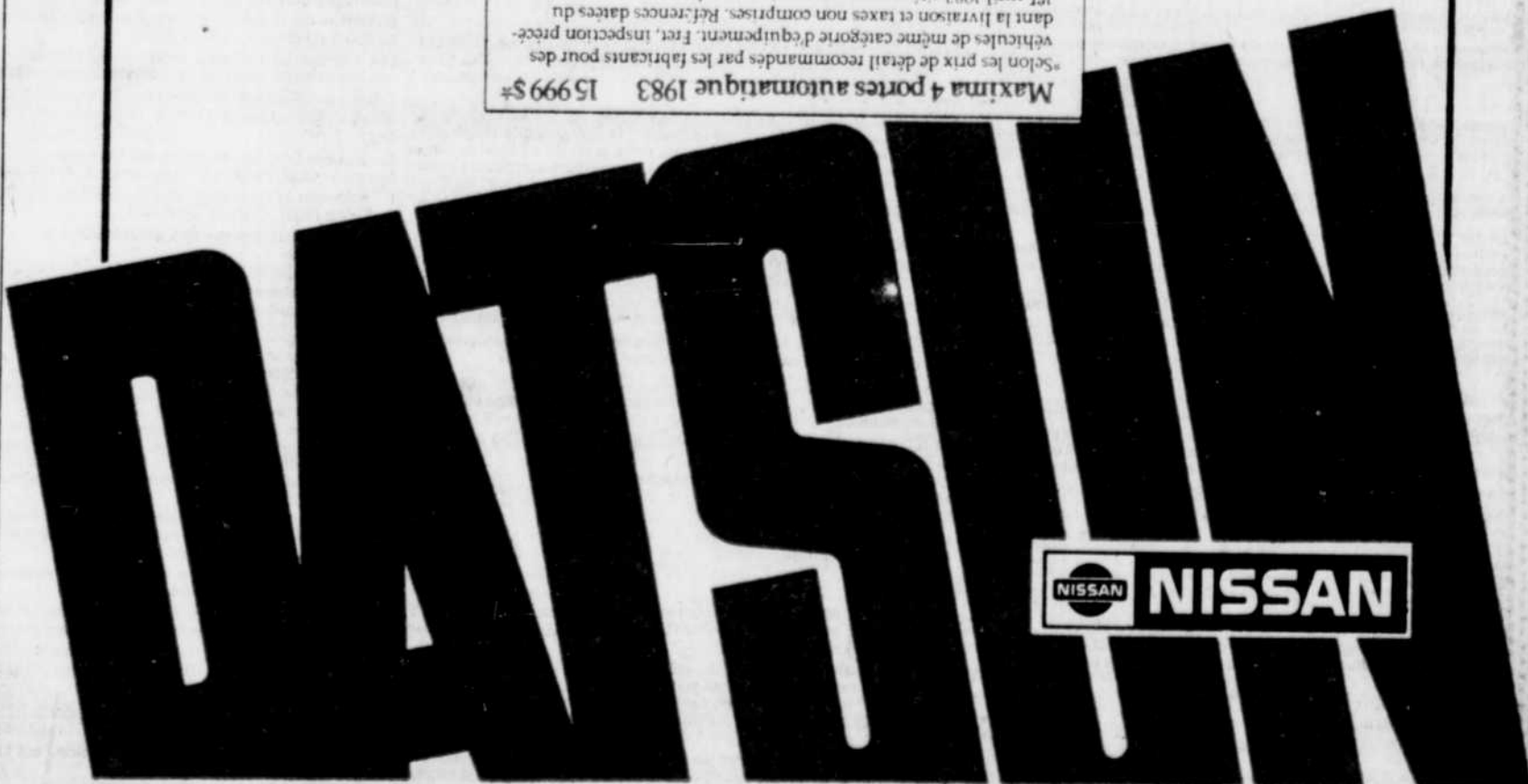
Datsun Maxima. Sedan grand luxe. Tableau de bord/ordinateur. Servodirection. Freins servo-assistés. Moteur de 2,4L à essence, un des plus efficaces jamais conçus. Sièges baquets réglables. Radio stéréo AM/FM à 8 haut-parleurs. Climatiseur d'air.

Glaces, verrouillage des portes, rétroviseurs et antenne automatiques. Tout ça, en équipement standard... et beaucoup plus!

Avec un équipement semblable, la Cadillac Cimarron vous est suggérée à 17 610\$* et la Chrysler Le Baron à 16 239\$*. Devinez le prix de la Maxima!

Maintenant, préparez-vous à la grande surprise:
comparez votre réponse au prix indiqué ci-dessous...

Maxima 4 portes automatique 1983 15 999\$*
*Selon les prix de détail recommandés par les fabricants pour les véhicules de même catégorie d'équipement. Frais d'inspection pré-départ la livraison et taxes non comprises. Références données du 1er avril 1983 citées pour comparaison seulement.



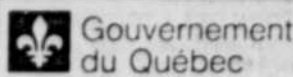
Concessionnaires Nissan/ Datsun
de votre région offrant ces voitures
de grande classe:

Automobiles
B. Roberge Ltée
5740, boul. Ste-Anne
Boischatel
822-0499

Ste-Foy Datsun Ltée
2060 ouest, boul. Charest
Ste-Foy
681-7371

St-Raymond Automobiles Inc.
144 St-Jacques
St-Raymond
337-4646

appel d'offres

Gouvernement
du Québec

Les ministères ne s'engagent
à accepter aucune des soumissions,
même la plus basse.

Ministère de l'Agriculture, des
Pêcheries et de l'Alimentation

Projet no 2775-129-834 — Travaux au prix du kilomètre de longueur — Exécution de travaux de drainage dans le cours d'eau Morin et branches, en la municipalité de la paroisse de Saint-Damase, municipalité régionale de comté des Maskoutains et circonscription électorale de Saint-Hyacinthe.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur principale place d'affaires dans la région 62, soit dans les circonscriptions électorales suivantes: Beauharnois, Brome-Missisquoi, Châteauguay, Huntingdon, Iberville, Richelieu, Shefford, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Val-de-France, Vercheres, Bertrand, Chamblay, Laporte, Laprairie, Marie-Victorin, Taitton et Vachon, qui détiennent la licence appropriée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction du Québec et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Garantie de soumission: un cautionnement de soumission au montant de 1 000 \$ émis par une compagnie légalement habilitée à se porter caution ou un chèque visé au montant de 500 \$ à l'ordre du Ministre des Finances ou sous forme d'obligations conventionnelles au porteur dont la valeur nominale correspond à 5% de la valeur totale du prix du contrat, émises ou garanties par le gouvernement du Québec ou par le gouvernement du Canada et dont l'échéance ne dépasse pas 5 ans.

L'endroit où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission: Direction générale du génie du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Place de Ville no 2, 4e étage, 1020, route de l'Église, Sainte-Foy, G1V 4P3, tel: 643-2450.

Un versement de 5 \$ en espèces ou sous forme de chèque visé ou de mandat, non remboursable, à l'ordre du Ministre des Finances est requis pour obtenir les documents nécessaires à la préparation de la soumission.

Clôture de l'appel d'offres et ouverture des soumissions: 14h30, bureau du directeur du génie, Place de Ville no 2, 4e étage, Sainte-Foy, jeudi, le 21 juillet 1983.

Ferdinand Ouellet,
Sous-ministre

Ministère de l'Agriculture, des
Pêcheries et de l'Alimentation

Direction générale des pêches maritimes

Projet de développement financé par le ministère de l'Expansion économique régionale du Canada et l'Office de planification et de développement du Québec et mis en œuvre par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Projet: 82-101 — Centre de services pour bateaux de pêche, Blanc-Sablon, Comté Duplessis.

Construction d'une jetée et d'un quai en caissons de bois, travaux de terrassement, pose de conduites d'aqueduc et aménagement d'un stationnement pour bateaux avec bâtiment et services électriques.

Qualifications

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur principale place d'affaires au Québec, qui détiennent la licence appropriée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs en construction du Québec et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Documents de soumission

Les entrepreneurs généraux et les entrepreneurs spécialisés en électricité peuvent obtenir les documents de soumission sur remise d'un montant non remboursable de vingt dollars (20 \$) en espèces ou sous forme de chèque visé ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances, en s'adressant à Service de construction, Direction générale des pêches maritimes, 200-A, chemin Ste-Foy, 2e étage, Québec, G1R 4X6, téléphone: (418) 643-5004.

Les documents de soumission peuvent être consultés à l'adresse ci-haut mentionnée de même qu'à l'édifice administratif de la Direction générale des pêches maritimes à Blanc-Sablon.

Les autres spécialités et intérêts peuvent consulter les plans et devis aux bureaux suivants de l'Association de la construction:

Montréal: 4970, place de la Savane, suite 215
Québec: 375, rue Verdun
Rimouski: 191, rue St-Germain Est
Sept-Îles: 209, Dequen

Garantie

Les soumissions doivent être accompagnées d'un cautionnement de soumission à l'ordre du Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation au montant de 200 000 \$, émis par une compagnie légalement habilitée à se porter caution ou un chèque visé à l'ordre du Ministre des Finances au montant de 100 000 \$, ou sous forme d'obligations conventionnelles au porteur dont la valeur nominale correspond à cinq pour cent (5%) de la valeur totale du prix du contrat, émises ou garanties par le gouvernement du Québec ou par le gouvernement du Canada et dont l'échéance ne dépasse pas cinq (5) ans.

Clôture de l'appel d'offres et ouverture des soumissions: 15:00 heures (H.A.E.) — Bureau du Service de construction Direction générale des pêches maritimes 200-A, chemin Ste-Foy, 2e étage QUEBEC (Québec) G1R 4X6

Le 11 août 1983.

Le sous-ministre
Ferdinand Ouellet

Ministère de l'Environnement

Direction générale de l'Amélioration et de la Restauration du Milieu aquatique

Projet no 21-B — Construction d'un barrage en béton à la décharge du lac Ouarau, à St-Donat, comté de Joliette-Montcalm.

Sont admises à soumissionner les entreprises qui ont leur établissement principal dans la province de Québec, qui détiennent la licence requise en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction, et qui auront obtenu les documents de soumission à leur nom.

Garantie de soumission: cautionnement de soumission émis par une compagnie légalement habilitée à se porter caution, au montant de: 45 000 \$ ou chèque visé à l'ordre du Ministre des Finances ou obligations conventionnelles au porteur émises ou garanties par le gouvernement du Québec ou du Canada, et dont l'échéance ne dépasse pas cinq ans, au montant de: 22 500 \$.

Les plans et devis, formules et documents de soumission peuvent être examinés et obtenus sur demande au: Ministère de l'Environnement, Service des projets et travaux, 3900, rue Marly, Ste-Foy, Québec, G1X 4E4. Tel.: 644-6560 (Mlle Linda Paquet).

Un versement de 20 \$ non remboursable, à l'ordre du Ministre des Finances du Gouvernement du Québec est requis pour l'obtention de ces plans et devis.

Clôture des soumissions:

le 29 juillet 1983
à 15:00 heures
Bureau de la réception des soumissions
3900, rue Marly, Ste-Foy

Le sous-ministre
Pierre B. Meunier

Ministère de l'Énergie et des
Ressources du Québec

Le présent projet de développement est financé par le ministère de l'Environnement du Canada, service canadien des forêts et l'Office de planification et de développement du Québec, et mis en œuvre par le ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec.

Projet de scierie: région administrative 04 — Trois-Rivières.

Projet: Travaux préparatoires avant plantation échelonnés sur une période de 3 ans. Préparation de terrain avec 2 scarificateurs à disques de 2 mètres, remorqueurs par une débroussailleuse de 150 CV nets et une seconde ayant un minimum de 115 CV nets. La superficie totale du contrat sera de 3 000 hectares à raison d'environ 1 000 hectares par année.

Un versement de 15 \$ non remboursable, soit en argent, par chèque certifié ou mandat-poste, à l'ordre du Ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis.

L'endroit où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission est à l'un des bureaux suivants:

Ministère Énergie et Ressources 1451, boul. Ducharme
Shawinigan (Québec)
G9N 8B6
Tel.: (819) 536-2695

Garantie de soumission:

Cette garantie doit être d'une somme équivalente à 10% du montant demandé par le soumissionnaire pour la superficie scierie en 1983 et elle est sous forme de cautionnement, ou doit correspondre à un montant forfaitaire de 5% dudit montant, et elle est sous forme de chèque visé.

Les soumissions devront être adressées à:

Ministère de l'Énergie et des Ressources
Administrateur régional
100, rue Laviolette
Trois-Rivières (Québec)
G9A 5S9

Clôture des soumissions:

Le 29 juillet 1983 à 15 heures.

Sont admis à soumissionner ceux qui ont leur principale place d'affaires au Québec et qui ont requis les plans et devis à leur nom.

Le sous-ministre
Claude Desrochers

Service des Achats du
gouvernement

Projet	Description	Livraison
3313	752 fûts et potences en aluminium pour éclairage routier	Montréal

Québec

3315

135 m³ bois traité sous pressionLac-au-Saumon et
Mont-Joli

Clôture des soumissions: 20 juillet 1983 à 15 h

Les conditions de ces appels d'offres sont contenues dans des documents disponibles à l'endroit suivant:

Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement
Bureau des appels d'offres
1155, rue Clark-Fontaine, 4e étage, Québec, Qué. G1R 4X8
Tel.: (418) 643-5438

Toute personne désirant assister à l'ouverture des soumissions doit se présenter à l'adresse susmentionnée à l'heure et à la date indiquées.

Le directeur général des achats
Gaston Oulmet

Ministère des Travaux publics et
de l'Approvisionnement

Projet no: 303-20-360 — RÉAMÉNAGEMENT D'UNE NOUVELLE SALLE D'ORDONNATEUR (Phase II) — Bureau central de l'Informatique, 1601, rue Sempé, Québec, Cte Varier, QC.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs détenant la licence appropriée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction, lorsque requise, qui ont leur principale place d'affaires dans la province de Québec et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Les documents de soumission peuvent être obtenus à compter du 5 juillet 1983 par remise d'un montant de 5 \$ non remboursable.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions seront faites à l'adresse suivante: Direction des Contrats, Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, 475, rue St-Amable, 5e étage, Québec, G1R 4X9, tel.: (418) 643-6622.

Les plans et devis sont également disponibles pour consultation, au 190 est, boul. Crémazie, 1er étage, Montréal, d'où ils pourront être commandés. Les documents seront alors expédiés à l'acheteur à partir du bureau de vente de Québec.

Les plans et devis sont également en montre à l'Association de la Construction de Québec ainsi qu'à l'Association de la Construction de Montréal.

Les soumissions devront être accompagnées d'un cautionnement de soumission à l'ordre du Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement, au montant de 30 000 \$ ou d'un chèque visé à l'ordre du Ministre des Finances, au montant de 15 000 \$.

Date et heure limite de réception des soumissions: mercredi le 10 août 1983 à 15 heures

Jean-Yves Gagnon
Sous-ministre.

Projet no: 607-30-05 — RÉFÉCTION DES TOITS — Établissement de

détention, 400, boul. Poliquin, Sorel-Richelieu, Cte Richelieu, QC. Sont admis à soumissionner les entrepreneurs détenant la licence appropriée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction, lorsque requise, qui ont leur principale place d'affaires dans la province de Québec et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Les documents de soumission peuvent être obtenus à compter du 5 juillet 1983 par remise d'un montant de 10 \$ non remboursable.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions seront faites à l'adresse suivante: Direction des Contrats, Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, 475, rue St-Amable, 5e étage, Québec, G1R 4X9, tel.: (418) 643-6622.

Les plans et devis sont également disponibles pour consultation, au 190 est, boul. Crémazie, 1er étage, Montréal, d'où ils pourront être commandés. Les documents seront alors expédiés à l'acheteur à partir du bureau de vente de Québec.

Les plans et devis sont également en montre à l'Association de la Construction de Québec ainsi qu'à l'Association de la Construction de Montréal.

Les soumissions devront être accompagnées d'un cautionnement de soumission à l'ordre du Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement, au montant de 13 000 \$ ou d'un chèque visé à l'ordre du Ministre des Finances, au montant de 6 500 \$.

Date et heure limite de réception des soumissions: mercredi le 10 août 1983 à 15 heures

Jean-Yves Gagnon
Sous-ministre.

Ministère des Transports

Projet: 290-0121-3 — Terrassement et structure de chaussée sur la route 167 et route St-Joseph (ch de la Branche ouest) dans la municipalité de Notre-Dame-de-la-Dore, comté de Roberval.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs qui ont leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent la licence de la Régie des Entreprises de Construction du Québec dans la ou les catégories pertinentes lorsque requise et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de 10 \$ non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du Ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: 24 000 \$ ou chèque visé: 12 000 \$.

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont: Service des Contrats, Ministère des Transports, 700, boul. St-Cyrille est (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, Téléphone: (418) 643-6825 OU

Service des Contrats, Ministère des Transports, 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5, Téléphone: (514) 873-6061 La réception et l'ouverture des soumissions est faite à: 700 est, boul. St-Cyrille (20e), Québec, G1R 4Y9.

Clôture de la réception des soumissions à:

15:00 heures
le mardi, 19 juillet 1983.

Le sous-ministre
Pierre Michaud, ing.

Projet: 313-0109-3 — Terrassement et structure de la chaussée d'une voie auxiliaire sur la route 204, dans la municipalité de St-Damase-de-L'Islet, comté de Montmagny-L'Islet. Longueur de 1,52 km.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs qui ont leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent la licence de la Régie des Entreprises de Construction du Québec dans la ou les catégories pertinentes lorsque requise et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de 10 \$ non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du Ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: 14 000 \$ ou chèque visé: 7 000 \$.

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont: Service des Contrats, Ministère des Transports, 700, boul. St-Cyrille est (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, Téléphone: (418) 643-6825 OU

Service des Contrats, Ministère des Transports, 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5, Téléphone: (514) 873-6061 La réception et l'ouverture des soumissions est faite à: 700 est, boul. St-Cyrille (20e), Québec, G1R 4Y9.

Clôture de la réception des soumissions à:

15:00 heures
le mardi, 19 juillet 1983.

Le sous-ministre
Pierre Michaud, ing.

Projet: 320-0929-3 — Terrassement, structure de chaussée, revêtement souple, aménagement d'espaces verts et éclairage sur la route 358, dans les municipalités de Varnier ville et Québec ville, comté de Vanier. Longueur: 2,84 km.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs qui ont leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent la licence de la Régie des Entreprises de Construction du Québec dans la ou les catégories pertinentes lorsque requise et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de 20 \$ non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du Ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: 354 000 \$ ou chèque visé: 177 000 \$.

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont: Service des Contrats, Ministère des Transports, 700, boul. St-Cyrille est (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, Téléphone: (418) 643-6825 OU

Service des Contrats, Ministère des Transports, 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5, Téléphone: (514) 873-6061 La réception et l'ouverture des soumissions est faite à: 700 est, boul. St-Cyrille (20e), Québec, G1R 4Y9.

Clôture de la réception des soumissions à:

15:00 heures
le mardi, 2 août 1983.

Le sous-ministre
Pierre Michaud, ing.

Projet: 322-0102-3 — Terrassement et structure de chaussées sur la route 204, dans la municipalité de Ste-Rose-de-Watford, comté de Bellechasse. Longueur de 2,1 km.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs qui ont leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent la licence de la Régie des Entreprises de Construction du Québec dans la ou les catégories pertinentes lorsque requise et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de 5 \$ non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du Ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: 24 000 \$ ou chèque visé: 12 000 \$.

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont:

Service des Contrats, Ministère des Transports, 700, boul. St-Cyrille est (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, Téléphone: (418) 643-6825 OU

Service des Contrats, Ministère des Transports, 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5, Téléphone: (514) 873-6061 La réception et l'ouverture des soumissions est faite à: 700 est, boul. St-Cyrille (20e), Québec, G1R 4Y9.

Clôture de la réception des soumissions à:

15:00 heures
le mardi, 26 juillet 1983.

Le sous-ministre
Pierre Michaud, ing.

Projet: 323-0202-3 — Revêtement en enrobé bitumineux sur l'autoroute 73, sur le rang St-Gabriel et route Carter, dans la municipalité de Ville Ste-Marie, comté de Beauce-Nord. Longueur de 17 km.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs qui ont leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent la licence de la Régie des Entreprises de Construction du Québec dans la ou les catégories pertinentes lorsque requise et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de 5 \$ non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du Ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: 100 000 \$ ou chèque visé: 50 000 \$.

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont:

Service des Contrats, Ministère des Transports, 700, boul. St-Cyrille est (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, Téléphone: (418) 643-6825 OU

Service des Contrats, Ministère des Transports, 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5, Téléphone: (514) 873-6061 La réception et l'ouverture des soumissions est faite à: 700 est, boul. St-Cyrille (20e), Québec, G1R 4Y9.

Clôture de la réception des soumissions à:

15:00 heures
le mardi, 26 juillet 1983.

Le sous-ministre
Pierre Michaud, ing.

Projet: 434-0906-3 — Travaux de terrassement, gravellage et aménagement des abords sur la route 116 et intersection de la rue Notre-Dame dans la municipalité de Ste-Victoire d'Arthabaska par., comté d'Arthabaska.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs qui ont leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent la licence de la Régie des Entreprises de Construction du Québec dans la ou les catégories pertinentes lorsque requise et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de 10 \$ non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du Ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: 54 000 \$ ou chèque visé: 27 000 \$.

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont: Service des Contrats, Ministère des Transports, 700, boul. St-Cyrille est (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, Téléphone: (418) 643-6825 OU

Service des Contrats, Ministère des Transports, 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5, Téléphone: (514) 873-6061 La réception et l'ouverture des soumissions est faite à: 700 est, boul. St-Cyrille (20e), Québec, G1R 4Y9.

Clôture de la réception des soumissions à:

15:00 heures
le mardi, 26 juillet 1983.

Le sous-ministre
Pierre Michaud, ing.

Projet: 443-2418-3 — Protection des aciers d'une structure au-dessus de la rivière Maskinonge, sur la rue St-Laurent (Anc. Rte 2), dans la municipalité de Maskinonge Vge. C.E.P. Maskinonge.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs qui ont leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent la licence de la Régie des Entreprises de Construction du Québec dans la ou les catégories pertinentes lorsque requise et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de 5 \$ non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du Ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: 2 600 \$ ou chèque visé: 1 300 \$.

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont: Service des Contrats, Ministère des Transports, 700, boul. St-Cyrille est (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, Téléphone: (418) 643-6825 OU

Service des Contrats, Ministère des Transports, 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5, Téléphone: (514) 873-6061 La réception et l'ouverture des soumissions est faite à: 700 est, boul. St-Cyrille (20e), Québec, G1R 4Y9.

Clôture de la réception des soumissions à:

15:00 heures
le mardi, 26 juillet 1983.

Le sous-ministre
Pierre Michaud, ing.

Projet: 535-2401-3 — Travaux de réparation de la charpente métallique d'une structure située sur la route 243, au-dessus de la rivière Saint-François, dans la municipalité de Richmond ville, comté de Richmond.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs qui ont leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent la licence de la Régie des Entreprises de Construction du Québec dans la ou les catégories pertinentes lorsque requise et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de 5 \$ non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du Ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: 3 200 \$ ou chèque visé: 1 600 \$.

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont: Service des Contrats, Ministère des Transports, 700, boul. St-Cyrille est (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, Téléphone: (418) 643-6825 OU

Une propriété vendue deux fois pour un dollar!

Mulroney ne possède pas "sa" maison

MONTREAL (CP-PC) Il faudra attendre que M. Brian Mulroney revienne de ses vacances aux Bermudes pour savoir si "sa" luxueuse maison de Westmount est à vendre.

C'est ce qu'a déclaré hier M. Roger Nantel, un membre de l'entourage de M. Mulroney, sans toutefois préciser réellement à qui appartenait la maison située sur un terrain de 4,892 mètres carrés sur le mont Royal.

Selon ce qu'a dit hier un représentant de la société Iron Ore, M. Marc Chaloux, M. Mulroney n'est pas et n'a jamais été propriétaire de la maison.

Pour... \$1

Les transactions connues entourant la maison sont les suivantes. En août 1976, un homme d'affaires montréalais, M. Arthur Sanft, l'achète. Il la revend deux mois plus tard à la femme de M. Mulroney, Mila Pivnicki, "pour \$1 et autres considérations".

En 1981, Mme Mulroney cédait la maison à l'IOC pour \$1 et "autres considérations".

M. Julien Mackay, un porte-parole de la Chambre des notaires, a précisé que la loi n'obligeait pas les parties à stipuler le prix exact de la transaction dans un document de transfert de propriété. Ce qui veut dire que les sommes de \$1 ne correspondent pas aux prix réellement payés.

"Il n'appartient pas au public de connaître les détails des transactions", a dit M. Mackay. "J'imagine que les actionnaires de l'Iron Ore pourraient découvrir le prix de la maison en consultant les rapports financiers de l'entreprise."

M. Sanft a refusé de dire combien il avait vendu la maison qui est toujours la propriété de l'Iron Ore.

A vendre?

Bien qu'aucune pancarte n'indique que la maison est à vendre, il ne faudrait pas conclure que l'Iron Ore n'a pas l'intention de s'en débarrasser. Un courtier immobilier a précisé que ce type de propriété de luxe (l'évaluation municipale est de \$431,400) fait normalement l'objet de "ventes privées". Le prix de la maison pourrait être de \$750,000.

De toute façon, si M. Mulroney est élu dans Central Nova, il deviendra automatiquement chef de l'Opposition et aura droit, de ce fait, à la résidence de Stornoway, à Ottawa.

Pour toutes ces raisons, il semble probable que M. Mulroney va prochainement quitter la maison qu'il "possédait" depuis sept ans à Westmount.



L'évaluation municipale de la maison de Mulroney est fixée à \$431,400.

APPEL D'OFFRES

PROJET: REFECTION DE LA TOITURE ECOLE VINETTE A CHIBOUGAMAU

PROPRIETAIRE: COMMISSION SCOLAIRE DE CHAPAI-CHIBOUGAMAU 596, 4e Rue CHIBOUGAMAU (Québec) G8P 1S3

ARCHITECTURE: deMONTIGNY, METIVIER, GAGNON, SOUCY 795, av. St-Jean-Baptiste bureau 120 LES SAULES (Québec) G2E 3E8

INGENIEURS EN MECANIQUE: A.D.S. GROUPE-CONSEIL 2014, boul. Charest ouest bureau 200 SAINTE-FOY (Québec) G1N 4N6

Commission scolaire de Chapais-Chibougamau, propriétaire, demande des soumissions pour la réfection de la toiture à l'école Vinette à Chibougamau, Québec.

Seuls sont autorisés à soumissionner pour l'exécution des travaux, les entrepreneurs de construction au sens de la Loi sur la qualification des entrepreneurs de construction (1975, L.Q., chapitre 33) qui ont leur principale place d'affaires dans la Province de Québec.

Les plans, devis, documents contractuels et autres renseignements pourront être obtenus au bureau du propriétaire, contre un dépôt de (100.00\$) cent dollars qui sera remboursé au soumissionnaire s'il remet les plans et devis en bon état, dans les trente jours (30) qui suivent l'ouverture des soumissions.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque visé au montant de (25 000.00\$) vingt-cinq mille dollars à l'ordre du propriétaire Commission scolaire de Chapais-Chibougamau, ou d'un cautionnement de soumission, établi au même montant valide pour une période de quarante-cinq jours (45) de la date d'ouverture des soumissions. Cette garantie de soumission devra être échangée à la signature du contrat pour un cautionnement d'exécution et un cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, chacun égal à cinquante pour cent (50%) du montant du contrat.

Les soumissions (l'original et deux copies) dans des enveloppes cachetées et adressées au soumissionnaire, seront reçues à 596, 4e Rue, CHIBOUGAMAU (Québec) G8P 1S3, jusqu'à quatorze (14h00) heures, heure en vigueur localement, le dixième (10e) jour du mois d'août 1983 pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

L'entrepreneur soumissionnaire a la responsabilité de s'assurer que les sous-traitants qu'il a choisis dans les spécialités ci-dessous mentionnées, lui fourniront, à leurs frais, un cautionnement d'exécution et un cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, chacun pour 50% du prix du contrat de la spécialité.

SPECIALITES MONTANT DU CHEQUE VISE OU CAUTIONNEMENT DE SOUMMISSION EN DOLLARS

COUVERTURE ET TOLERIE 8 000,00\$

Les soumissions de ces sous-traitants seront accompagnées d'un chèque visé au montant stipulé ci-dessus, fait à l'ordre du propriétaire, ou d'un cautionnement de soumission établi au même montant, valide pour 60 jours de la date d'ouverture des soumissions.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leur soumission.

Toutes les soumissions devront être faites conformément aux dispositions de l'arrêté en conseil 2380 en date du 7 décembre 1981.

Le propriétaire ne s'engage pas à accepter la plus basse ou quelque autre des soumissions reçues.

LÉOPOLD LAROCHE
Directeur général

COMMISSION REGIONALE JEAN-TALON

AVIS PUBLIC

PROVINCE DE QUEBEC
LA COMMISSION REGIONALE JEAN-TALON
COMTE DE CHARLESBOURG

AVIS PUBLIC est, par les présentes, donné, par le soussigné, qu'à une session spéciale du conseil des commissaires de la Commission régionale Jean-Talon tenue le 8 juin 1983 à Charlesbourg, ledit conseil des commissaires a adopté la résolution numéro C-833-2655 approuvant le budget d'immobilisations 1983-84 pour un montant de 2 084 365\$.

Tous les contribuables intéressés à prendre connaissance de cette résolution peuvent se présenter au bureau du soussigné, à 335, 76e rue ouest, à Charlesbourg, entre 8h30 et 16h00 jusqu'au 21 juillet 1983.

Donné à Charlesbourg ce trentième jour du mois de juin 1983.

Marius Lévesque,
Secrétaire général

Transports Canada

APPELS D'OFFRES

PROJET: QJ-2076 Agrandissement du poste d'incendie de l'édifice polyvalent et fourniture et installation d'une clôture à l'aéroport de Baie-Comeau, Baie-Comeau Pointe-Label, Québec.

EXAMEN DES DOCUMENTS: Association de la Construction de Montréal, Association de la Construction du Québec, Association des Constructeurs du Comté de Saguenay.

DATE DE CLOTURE: 3 août 1983

DEPOT POUR DOCUMENTS DE SOUMMISSION: 1005

PROJET: QJ-2076 Recouvrement en béton bitumineux de la piste 06D-24G et de la voie de circulation "A" et travaux connexes à l'aéroport int. de Montréal, Dorval, P.Q.

EXAMEN DES DOCUMENTS: Association de la Construction de Montréal, Association de la Construction du Québec.

DATE DE CLOTURE: 20 juillet 1983

DEPOT POUR DOCUMENTS DE SOUMMISSION: 1305

Les soumissions cachetées et adressées au Surintendant, Gestion du Matériel, Transports Canada, C.P. 550, Edifice du Dépôt régional, aéroport int. de Montréal, Dorval, P.Q. H4Y 1B3 (angle route "C" et rue Cardinal, entrée par la rue Cardinal) 636-3203, (no Tél. 05-822544) seront reçues jusqu'à 15:00 heures, heure locale aux dates stipulées. Les documents de soumission seront obtenus à l'adresse ci-dessus sur présentation d'un chèque remboursable pour chaque projet fait au nom du Receveur Général du Canada.

Le Ministère ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

A. O. DUMAS
Administrateur régional du Québec,
Administration canadienne du Transport aéroport.
le 27 juin 1983.

Travaux publics Canada

APPEL D'OFFRES

LES SOUMMISSIONS CACHETÉES, visant les entreprises ou services énumérés ci-après, adressées, au Chef, politique et administration des marchés région du Québec, Travaux publics Canada, 2001, rue University, 18e étage, Montréal (Québec), H3A 1K3 seront reçues jusqu'à 15:00, à la date limite déterminée. On peut se procurer les documents de soumission par l'entremise du bureau de distribution des plans, à l'adresse ci-dessus (téléphone: 283-2497, sur versement du dépôt exigible).

ENTREPRISE

Appel d'offres no 83M-160P. — Projet no 138647. Pour Santé et Bien-Etre. Social Canada. Construction d'un centre sanitaire. SAINT-AUGUSTIN, COMTE MANICOUAGAN (Québec).

On peut consulter les documents de soumission aux bureaux de l'Association de la Construction à Montréal, Québec, Rimouski, Sept-Îles et Baie-Comeau (Québec) et aussi au bureau du Ministère à Québec (Québec).

Date limite: le mercredi 17 août 1983.
Dépôt: \$50
Renseignements: Tél.: (514) 283-2497
283-6554
283-6656

INSTRUCTIONS

Le dépôt afférent aux plans et devis doit être établi à l'ordre du Receveur général du Canada. Il sera remboursé sur retour des documents en bon état dans le mois qui suivra le jour de l'ouverture des soumissions.

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Travaux publics Canada

APPEL D'OFFRES

LES SOUMMISSIONS CACHETÉES, visant les entreprises ou services énumérés ci-après, adressées, au Chef, politique et administration des marchés région du Québec, Travaux publics Canada, 2001, rue University, 18e étage, Montréal (Québec), H3A 1K3 seront reçues jusqu'à 15:00, à la date limite déterminée. On peut se procurer les documents de soumission par l'entremise du bureau de distribution des plans, à l'adresse ci-dessus (téléphone: 283-2497, sur versement du dépôt exigible).

ENTREPRISE

Appel d'offres no 83M-161P. — Projet no 029667-330513. Pour Solliciteur Général Canada. Aménagement extérieur. Lot no 10. Service Correctionnel Canada. Nouvelle institution de Drummondville, DRUMMONDVILLE (Québec).

On peut consulter les documents de soumission aux bureaux de poste suivants: Asbestos, Drummondville, Saint-Hyacinthe et Victoriaville (Québec) ainsi qu'aux bureaux de l'Association de la Construction à Drummondville, Granby, Montréal, Québec, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke et Trois-Rivières (Québec).

Date limite: le mercredi 17 août 1983
Dépôt: 250\$
Renseignements: Tél.: (514) 283-2497
283-6554
283-6656

INSTRUCTIONS

Le dépôt afférent aux plans et devis doit être établi à l'ordre du Receveur général du Canada. Il sera remboursé sur retour des documents en bon état dans le mois qui suivra le jour de l'ouverture des soumissions.

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Gouvernement du Québec

Les ministères ne s'engagent à accepter aucune des soumissions, même la plus basse.

Ministère des Transports

Projet: 665-0902-3 — Terrassement, structure de chaussée et revêtement en enrobés bitumineux sur l'autoroute 25 (accordement entre le boulevard Lévesque et la Montée Masson), dans la ville de Laval, comté de Mille-Îles. Longueur de 3,0 km.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs qui ont leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent la licence de la Régie des Entreprises de Construction du Québec dans la ou les catégories pertinentes lorsque requise et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de 20 \$ non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du Ministère des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: 118 000 \$ ou chèque visé: 59 000 \$.

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont:

Service des Contrats, Ministère des Transports, 700, boul. St-Cyrille est (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, Téléphone: (418) 643-6825

OU

Service des Contrats, Ministère des Transports, 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5, Téléphone: (514) 873-6061

La réception et l'ouverture des soumissions est faite à: 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5, Téléphone: (514) 873-6061

Clôture de la réception des soumissions à:
15:00 heures
le mercredi, 27 juillet 1983.

Le sous-ministre
Pierre Michaud, ing.

Projet: 665-0905-3 — Réfection des approches (remblai léger) éclairage, pose d'une couche de revêtement souple et reconstruction des murs d'un pont d'étagement sur la route Montée Coteau Landing, dans les municipalités de Coteau Landing village et La Station du Coteau village, comté de Vaudreuil-Soulanges. Longueur de 400 m.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs qui ont leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent la licence de la Régie des Entreprises de Construction du Québec dans la ou les catégories pertinentes lorsque requise et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de 10 \$ non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du Ministère des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: 36 000 \$ ou chèque visé: 18 000 \$.

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont:

Service des Contrats, Ministère des Transports, 700, boul. St-Cyrille est (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, Téléphone: (418) 643-6825

OU

Service des Contrats, Ministère des Transports, 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5, Téléphone: (514) 873-6061

La réception et l'ouverture des soumissions est faite à: 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5.

Clôture de la réception des soumissions à:
15:00 heures
le mercredi, 27 juillet 1983.

Le sous-ministre
Pierre Michaud, ing.

Projet: 665-0920-3 — Fabrication de lampadaires pour quais, stationnements et sentiers piétonniers pour l'ensemble des gares sur la ligne de trains de banlieue Montréal-Rigaud, dans diverses municipalités, des comtés de Westmount, Notre-Dame-de-Grâce, Nelligan et Vaudreuil-Soulanges.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs qui ont leur principale place d'affaires au Québec et qui auront requis les documents à leur nom.

Un versement de 5 \$ non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du Ministère des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: 148 000 \$ ou chèque visé: 74 000 \$.

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont:

Service des Contrats, Ministère des Transports, 700, boul. St-Cyrille est (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, Téléphone: (418) 643-6825

OU

Service des Contrats, Ministère des Transports, 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5, Téléphone: (514) 873-6061

La réception et l'ouverture des soumissions est faite à: 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5.

Clôture de la réception des soumissions à:
15:00 heures
le mercredi, 3 août 1983.

Le sous-ministre
Pierre Michaud, ing.

Projet: 667-1109-3 — Pose d'une couche d'usure à l'enrobé bitumineux sur le chemin de service (direction nord) de l'autoroute 15, dans Brossard ville, comté de Laprairie. Longueur de 3,24 km.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs qui ont leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent la licence de la Régie des Entreprises de Construction du Québec dans la ou les catégories pertinentes lorsque requise et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de 5 \$ non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du Ministère des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: 10 000 \$ ou chèque visé: 5 000 \$.

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont:

Service des Contrats, Ministère des Transports, 700, boul. St-Cyrille est (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, Téléphone: (418) 643-6825

OU

Service des Contrats, Ministère des Transports, 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5, Téléphone: (514) 873-6061

La réception et l'ouverture des soumissions est faite à: 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5.

Clôture de la réception des soumissions à:
15:00 heures
le mercredi, 20 juillet 1983.

Le sous-ministre
Pierre Michaud, ing.

Projet: 667-1405-3 — Réparation de fissures longitudinales sur l'autoroute 15 et la route 132, dans les municipalités de Brossard, Longueuil et St-Lambert villes, comtés de Laprairie et Laporte.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs qui ont leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent la licence de la Régie des Entreprises de Construction du Québec dans la ou les catégories pertinentes lorsque requise et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de 5 \$ non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du Ministère des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: 4 000 \$ ou chèque visé: 2 000 \$.

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont:

Service des Contrats, Ministère des Transports, 700, boul. St-Cyrille est (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, Téléphone: (418) 643-6825

OU

Service des Contrats, Ministère des Transports, 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5, Téléphone: (514) 873-6061

La réception et l'ouverture des soumissions est faite à: 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5.

Clôture de la réception des soumissions à:
15:00 heures
le mercredi, 20 juillet 1983.

Le sous-ministre
Pierre Michaud, ing.

Projet: 669-1406-3 — Scellement de fissures sur la route 132, dans la municipalité de Léry, comté de Beauharnois. Longueur de 4,5 km.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs qui ont leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent la licence de la Régie des Entreprises

de Construction du Québec dans la ou les catégories pertinentes lorsque requise et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de 5 \$ non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du Ministère des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: 700 \$ ou chèque visé: 350 \$.

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont:

Service des Contrats, Ministère des Transports, 700, boul. St-Cyrille est (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, Téléphone: (418) 643-6825

OU

Service des Contrats, Ministère des Transports, 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5, Téléphone: (514) 873-6061

La réception et l'ouverture des soumissions est faite à: 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5.

Clôture de la réception des soumissions à:
15:00 heures
le mercredi, 20 juillet 1983.

Le sous-ministre
Pierre Michaud, ing.

Projet: 775-2610-3 — Travaux de réfection partielle d'un pont situé sur la route 148, dans la municipalité de Notre-Dame-de-Bonsecours, comté de Papineau.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs qui ont leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent la licence de la Régie des Entreprises de Construction du Québec dans la ou les catégories pertinentes lorsque requise et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de 5 \$ non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du Ministère des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: 14 000 \$ ou chèque visé: 7 000 \$.

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont:

Service des Contrats, Ministère des Transports, 700, boul. St-Cyrille est (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, Téléphone: (418) 643-6825

OU

Service des Contrats, Ministère des Transports, 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5, Téléphone: (514) 873-6061

La réception et l'ouverture des soumissions est faite à: 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5.

Clôture de la réception des soumissions à:
15:00 heures
le mercredi, 20 juillet 1983.

Le sous-ministre
Pierre Michaud, ing.

Projet: 778-2629-3 — Nettoyage et repeinture des surfaces d'acier d'un pont situé sur le chemin du pont Farrelton, au-dessus de la rivière Gatineau dans la municipalité de La Pêche, comté de Gatineau.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs qui ont leur principale place d'affaires au Québec, qui possèdent la licence de la Régie des Entreprises de Construction du Québec dans la ou les catégories pertinentes lorsque requise et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de 5 \$ non remboursable, soit en argent comptant, soit un chèque ou mandat-poste à l'ordre du Ministère des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

Garantie de soumission exigée: cautionnement de soumission: 6 200 \$ ou chèque visé: 3 100 \$.

Les endroits où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission sont:

Service des Contrats, Ministère des Transports, 700, boul. St-Cyrille est (20e), Québec, Qué., G1R 4Y9, Téléphone: (418) 643-6825

OU

Service des Contrats, Ministère des Transports, 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5, Téléphone: (514) 873-6061

La réception et l'ouverture des soumissions est faite à: 255, Crémazie est (1er), Montréal, Qué., H2M 1L5.

Clôture de la réception des soumissions à:
15:00 heures
le mercredi, 20 juillet 1983.

Le sous-ministre
Pierre Michaud, ing.

SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC

appel d'offres

PROJET:
PROMOTION DE LA VENTE DES BOISSONS ALCOOLIQUES AUTORISÉES DE LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC

DOSSIER: RC-83-01

La Société des alcools du Québec se propose d'utiliser les services d'un courtier pour effectuer la promotion de la vente de ses boissons alcooliques autorisées auprès des grossistes en alimentation et des épiciers détaillants du Québec.

Tout proposant s'engage à se conformer aux conditions spécifiques de la Société des alcools du Québec contenues dans le document d'appel d'offres.

La durée du contrat est de deux (2) ans avec possibilité de renouvellement d'un (1) an.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations ayant une place d'affaires au Québec et exerçant la profession de courtier depuis au moins cinq (5) ans dans des transactions commerciales de produits d'épicerie comestibles et de consommation courante avec le réseau des grossistes en alimentation, sont admises à soumettre une proposition. Elles devront en plus, avoir obtenu le document d'appel d'offres directement de la Société des alcools du Québec.

Le document complet d'appel d'offres est disponible du lundi au jeudi (inclusivement) de 8:30 heures à 12:30 heures et de 13:30 heures à 17:00 heures et le vendredi de 8:30 heures à 12:30 heures, aux adresses suivantes:

SIÈGE SOCIAL
905 avenue de Lorimer
Montréal, QC
H2K 3V9

CENTRE DE DISTRIBUTION DE QUÉBEC
2900 rue Einstein
Ste-Foy, QC
G1X 3X4

Un versement remboursable de cinquante dollars (50.00\$) est requis pour obtenir un document d'appel d'offres ainsi que pour chaque exemplaire additionnel. Ce montant est payable en argent comptant ou sous forme de chèque visé tiré sur une banque à charte canadienne ou sur une caisse d'épargne ou de crédit du Québec à l'ordre de la Société des alcools du Québec.

Les propositions seront reçues et ouvertes par la Société des alcools du Québec au plus tard à 14:00 heures (heure locale) le 27 juillet 1983, tel que stipulé au document d'appel d'offres.

La Société des alcools du Québec se réserve le droit d'accepter en tout ou en partie par groupe de régions prédéterminé, toute proposition reçue et ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des propositions reçues.

DOSSIERS

/ Document /

L'économie canadienne aujourd'hui Un temps de privation et d'inquiétude

Pierre Fortin, professeur au département d'économie de l'université Laval, prononçait récemment une allocution devant les membres de la Commission

MacDonald chargée de trouver des solutions aux problèmes de l'économie canadienne. LE SOLEIL publie ici de larges extraits de l'intervention de M. Fortin.

par Pierre FORTIN

Monsieur le président, l'objectif de la Commission que vous représentez ici est d'examiner les objectifs économiques à poursuivre, les politiques pour les réaliser et les institutions pour y canaliser les énergies. Vous arrivez, à mon avis, tout à fait au bon moment. Les Canadiens, et les Québécois comme les autres, sont profondément convaincus que rien ne va plus en matière économique. Leur sentiment peut aller de la frustration résignée à la colère ouverte, mais tous sont dépités de la situation présente et inquiets de l'avenir.

Premièrement, ils se rendent compte dans leur vie quotidienne que le pays s'éloigne de plus en plus des grands objectifs de plein emploi et de stabilité. Deuxièmement, ils ne se reconnaissent plus dans les politiques gouvernementales et constatent leur échec. Et troisièmement, ils ont perdu confiance dans la capacité de l'Etat, des syndicats et de la grande entreprise à résoudre les problèmes du pays. Permettez-moi de développer brièvement ces trois thèmes.

Les objectifs

Sur le plan des objectifs, ils sont évidemment conscients qu'on s'est éloigné du plein emploi plutôt que de s'en rapprocher. Une personne sur deux connaît un chômage et craint de perdre son emploi d'ici 12 mois. La détresse financière des petites et moyennes entreprises, et même de quelques grandes, n'a jamais été aussi prononcée que depuis les années 1930. De Windsor à Sudbury et de Shawinigan à Schefferville, un nombre extraordinairement élevé d'entreprises ont fermé leurs portes depuis deux ans. La reprise ressemble plutôt à l'hirondelle qui ne fera pas le printemps.

Qui est prêt à parier que les taux d'intérêt ne s'envoleront pas à nouveau d'ici un an? Qui est assuré de ne pas être déplacé par la concurrence d'un pays étranger ou par les bouleversements technologiques qui commencent? Au Québec, le tiers de nos jeunes chômeurs; les trois cinquièmes des moins éduqués n'ont pas d'emploi. Un nombre in-

calculable de travailleurs de plus de 40 ans ont perdu leur gagne-pain.

Les Canadiens reconnaissent bien que les prix augmentent beaucoup moins vite qu'il y a un an. Mais à quoi est-ce que ça sert, puisque les hausses de salaires ont ralenti encore plus que les prix, que les bénéfices des entreprises se sont effondrés et, par conséquent, que le pouvoir d'achat réel a diminué? De plus, les gens ne sont pas assez naïfs pour croire que la baisse dans le pétrole va durer indéfiniment, que la température exécrable que nous avons connue ce printemps ou que nous connaissons l'année prochaine n'aura pas d'effet sur les récoltes et les prix des aliments, ou que les taux d'intérêt ont fini de jouer aux montagnes russes. Ils sont aussi dégoûtés de voir que l'ascension des taxes ne leur amène plus que des coupures dans la quantité et la qualité des services publics.

Les politiques

Nos concitoyens sont donc d'avis que les politiques gouvernementales ont lamentablement failli. Ce n'est pas perçu comme un gros succès que d'avoir réussi à faire baisser le taux d'inflation de 12 à 6 pour 100 en poussant les taux d'intérêt à près de 25 pour 100 et en augmentant les impôts de plusieurs milliards de dollars en pleine récession! Les Canadiens ont massivement appuyé l'objectif de la lutte contre l'inflation, mais pas le moyen barbare utilisé. Ils voulaient une réduction ordonnée et civilisée du taux d'inflation. On leur a donné à la place 1/2 million de nouveaux chômeurs et des dizaines de milliers de faillites d'entreprises. On leur a promis une stabilité durable des prix en échange d'une période passagère de chômage. Ils sont en train de récolter un chômage permanent dans un contexte d'instabilité récurrente des prix.

Les Ponce Pilate ne manquent pas d'excuses. On met tout sur le dos de la récession internationale et des taux d'intérêt américains. Mais alors pourquoi la hausse du chômage a-t-elle été plus forte au Canada que dans tout autre grand pays industrialisé, si ce n'est à cause de nos propres erreurs d'ajustement? Pourquoi avoir suivi aussi servilement les



Le tiers des jeunes est en chômage.

taux d'intérêt américains dans l'ascenseur. On aurait pu stabiliser nos taux d'intérêt en acceptant un dollar canadien plus bas, mais on a choisi un dollar à \$0.80 avec un taux de chômage de 13 pour 100 plutôt qu'un dollar à \$0.72 avec un taux de chômage inférieur à 10 pour 100. Qui a choisi à notre place?

Monsieur le président, les Canadiens considèrent que l'emploi et la sécurité c'est sacré. Or les politiques des gouvernements au Canada non seulement n'ont pas atténué les effets des perturbations internationales sur notre économie, mais elles les ont amplifiées. Elles ont détruit l'emploi et accentué l'instabilité des prix, plongeant ainsi la population dans l'angoisse du présent et la crainte de l'avenir.

Les institutions publiques

Une conséquence dramatique de cette situation, c'est que la population est en train de perdre confiance dans les institutions publiques. Le degré de méfiance et de cynisme à l'égard des gouvernements est sans précédent. Les gens ne comprennent pas que la Banque du Canada joue au yoyo avec les taux d'intérêts et prétende que c'est pour le bien de la nation. Ils ne comprennent pas que le gouvernement central ait refusé d'assouplir sa politique monétaire en février 1982 malgré la demande unanime des 10 provinces. Ils ne comprennent pas les illusionnistes qui détruisent des emplois permanents en augmentant les impôts ou en sabrant dans les pensions de vieillesse pour financer des programmes de création d'emplois purement temporaires (...).

Ils en ont assez de se faire promettre un jour des F-18 et un fédéralisme vraiment renouvelé et de se retrouver le lendemain avec deux ou trois frégates, des projets ratés, des tarifs agricoles menacés, une attaque incohérente contre la Caisse de dépôt, Laurendeau-Dunton et Pépin-Robarts à la poubelle et un Québec aux pouvoirs diminués ou menacés par la nouvelle constitution canadienne. Ils sont scandalisés de voir les deux niveaux de gouvernement se tirer dans les jambes l'un de l'autre et de voir tant de politiciens jouer du violon pendant que la ville est en feu (...).

Les syndicats

L'indignation des gens est encore plus vive à l'endroit du comportement des syndicats, qu'on fasse ou non partie d'une union. En privant la population des services fondamentaux de santé, de transport et d'éducation; en exigeant en pleine crise économique des conditions de travail encore plus scandaleusement avantageuses par comparaison à celles des travailleurs du secteur privé; en exerçant inévitablement leur droit de grève à toutes et à chacune des négociations même dans les cas où les membres gagnent deux ou trois fois la moyenne nationale des salaires; et en tolérant que l'intimidation physique ou verbale batte

régulièrement en brèche la démocratie interne, les établissements des syndicats du secteur public et parapublic (et quelques-uns du secteur privé) sont en train de discréditer à tout jamais l'ensemble du mouvement syndical aux yeux de la population.

Le grave danger, c'est que le ressac de l'opinion contre l'exercice du droit d'association soit tellement violent que le mouvement syndical en soit irrémédiablement affaibli, même dans les secteurs où son action est la plus bénéfique et où les travailleurs ont le plus pressant besoin de protection contre l'arbitraire de la vie économique (...).

Les entreprises

La frustration et le cynisme des gens à l'endroit de nos institutions s'étendent aussi à la grande entreprise. Ceux qui y travaillent reconnaissent tous les jours son improductivité relative, que l'Association canadienne des manufacturiers vient d'ailleurs de reconnaître ouvertement. Le consommateur a l'impression d'une nette dégradation de la qualité des biens qu'il achète et du service après-vente. Les gens ne comprennent pas que les dirigeants d'industries passent la moitié de leur temps à débâter contre les gouvernements et les syndicats plutôt que de s'appliquer à améliorer la qualité de leurs produits et les relations avec leurs employés (...).

Monsieur le président, on n'a pas besoin d'avoir un doctorat en économie pour comprendre les problèmes économiques fondamentaux du Canada, la frustration profonde de la population et son anxiété face à l'avenir. Je vous ai tout simplement rapporté les principales préoccupations des multiples auditoires locaux et régionaux auxquels j'ai fait des exposés sur la conjoncture économique depuis deux ans. Il se trouve que, comme citoyen, je partage cette frustration et cette angoisse et que j'ai cru préférable, pour lancer le débat, de m'en faire le messager plutôt que de m'adonner à un discours d'universitaire qui comprend tous les problèmes et possède toutes les solutions (...).

/ Dossier /

L'intégration des handicapés aux structures sociales Un phénomène important au Québec

La situation des personnes handicapées s'est améliorée depuis quelques années au Québec mais il reste encore beaucoup à faire. Pierre Tourangeau, de la Presse

canadienne, a rencontré le ministre Denis Lazure, ministre délégué aux Relations avec les citoyens, et à ce titre responsable du dossier.

par Pierre TOURANGEAU

La situation des personnes handicapées s'est grandement améliorée

au Québec depuis la création en 1978 de l'Office des personnes handicapées, estime le ministre délégué

aux Relations avec les citoyens, M. Denis Lazure.

Il ajoute d'ailleurs que le Québec est maintenant la province canadienne la plus avancée en ce qui concerne l'intégration des personnes handicapées et la défense de leurs droits.

Ayant dirigé lui-même quelques institutions spécialisées dans les soins aux personnes handicapées avant d'entrer en politique, M. Lazure a toujours conservé ce dossier depuis qu'il siège au Conseil des ministres.

"Quand je dresse le bilan depuis la création de l'office, a-t-il confié au cours d'un entretien avec la Presse canadienne, je remarque avec enthousiasme le phénomène social important qu'est devenue l'émergence de dizaines et de dizaines d'associations d'handicapés. Il y en a aujourd'hui autour de 600, locales, régionales ou nationales. Il en sort littéralement à chaque jour.

"Pour avoir côtoyé ce milieu-là depuis 25 ans, ajoute-t-il, je sais qu'avant 1976 il n'y en avait qu'une centaine environ."

Le ministre voit dans ce phénomène le signe d'une vitalité remarquable. Avec ces associations, les personnes handicapées deviennent, pour ainsi dire, leur propre "ombudsman".

Il explique essentiellement ce réveil par l'existence de l'Office des personnes handicapées où leurs représentants sont en majorité.

"Il ne faudrait pas non plus oublier que notre gouvernement a considéré ce dossier comme une priorité", soutient M. Lazure en rappelant que le budget de l'office était passé de \$15.3 millions en 1980-1981 à \$25.7 millions

en 1983-1984. Et ce alors que la plupart des organismes et ministères devaient se débrouiller avec d'importantes coupures budgétaires.

Intégration

Le ministre se dit particulièrement satisfait de ce qui a été fait pour permettre aux personnes handicapées de s'intégrer aux structures sociales.

Ainsi, les budgets accordés au transport adapté sont passés de \$2.6 millions en 1980-1981 à \$11.2 millions cette année. Alors qu'en 1977 à peine une cinquantaine de personnes handicapées pouvaient chaque jour se déplacer dans la région de Montréal grâce aux minibus Forest, environ 1,500 d'entre eux peuvent le faire aujourd'hui à travers toute la province.

C'est qu'en défrayant 75 pour 100 du coût du transport adapté, Québec a permis à date à quelque 150 municipalités par le biais des commissions de transport ou autrement, d'offrir des services complets aux personnes handicapées.

"Si on veut vraiment donner aux handicapés les moyens de s'intégrer à la société, d'expliquer M. Lazure, il faut commencer par leur donner les moyens de se déplacer quand ils en ont besoin. Ça commence par là."

Pour ce qui est de l'intégration au système scolaire, là encore le ministre paraît assez satisfait des résultats.

En trois ans, de 1980 à 1982, le pourcentage de jeunes handicapés intégrés dans des classes régulières est passé de 63 à 70 pour 100 au primaire (40,000 sur un total de 55,169) et de 24 à 30 pour 100 au

secondaire (11,260 sur un total de 36,000).

"Des centaines d'enfants qui autrefois étaient placés dans des classes spéciales, de dire M. Lazure, des petits ghettos, sont aujourd'hui intégrés à raison de deux ou trois par classe régulière de 30."

L'intégration des handicapés au marché du travail semble elle aussi se faire efficacement et sans trop de heurts, a expliqué le ministre.

A l'heure actuelle, des centres de travail adaptés largement subventionnés par l'Etat (une formule heureuse, estime M. Lazure), emploient quelque 1,600 handicapés. Grâce aux contrats d'intégration professionnelle signés avec autant de petites ou moyennes entreprises, 700 à 800 personnes ont pu trouver de l'emploi.

Le mécanisme est simple et on l'utilise surtout en régions: l'Office des personnes handicapées paie 90 pour 100 du salaire du travailleur embauché pendant six mois. Il semble que dans 70 pour 100 des cas l'employé demeure en poste au-delà des six mois.

Quant à l'intégration au "grand marché du travail" par contre, le ministre avoue qu'on n'est pas encore très avancé de ce côté-là.

Il fallait d'abord déterminer si on allait imposer un quota d'employés handicapés aux entreprises ou chercher une autre formule. La solution du quota fut vite rejetée, tant par les handicapés eux-mêmes que par les employeurs.

On a donc élaboré un autre mécanisme laissant plus de latitude à l'employeur dans la détermination de sa capacité à utiliser du personnel handicapé.



Plus de jeunes handicapés sont intégrés dans des classes régulières.

LA PAGE ÉDITORIALE LE SOLEIL

Président du conseil et Éditeur:
Jacques-G. Francoeur
Rédacteur en chef et Éditeur adjoint:
Claude Masson

Président et directeur général:
Paul-A. Audet
Directeur de l'information:
Gilbert Athot

Vice-président et trésorier:
Charles-A. Poulin
Directeur de l'édition:
Jacques Dumais

La mission impossible de Shultz



paul lachance

Le secrétaire d'Etat américain, George Shultz, est reparti en croisade pour tenter de dénouer la crise libanaise de Bekaa, afin que puisse s'appliquer l'entente intervenue, en mai dernier, entre Israël et le Liban.

Il se montre pessimiste et déclare vouloir tenter l'impossible. Un sentiment d'autant plus fondé qu'à Jérusalem, en fin de semaine, le pessimisme était aussi de rigueur à la suite de la seconde réunion de travail entre l'émissaire spécial américain, Philip Habib, et le premier ministre israélien Menachem Begin.

On parlait même d'une nette irritation de ce dernier à la suite d'une autre demande américaine pour un retrait, même partiel, des forces israéliennes du territoire libanais. En fait, on s'interroge sur la logique d'une telle requête alors que Damas refuse catégoriquement de bouger d'un pouce.

Il semble désormais s'avérer que, jamais depuis l'intervention israélienne au Liban, l'été dernier, la crise libanaise n'ait été à ce point au bord de l'écroulement. La croisade syrienne contre l'accord israélo-libanais n'est qu'une expression supplémentaire de son refus de tout accord pacifique, quel qu'il soit, avec Israël.

Cette opposition de la Syrie à tous efforts de paix avec Israël est fondamentale. Elle s'était déjà manifestée lors de la signature des accords de Camp David. La Syrie fut le premier Etat arabe à annoncer qu'il combattait jusqu'au bout la paix israélo-égyptienne. Principal promoteur d'un Front du refus qui s'était formé pour barrer la route de la paix, il s'emploie encore à animer une coalition arabe politico-militaire en vue de restaurer la situation antérieure à Camp David.

Et cette situation est d'autant plus explosive que l'influence soviétique en Syrie, déjà considérable depuis la signature, en octobre 80, entre Moscou et Damas, d'un traité d'amitié et de coopération pour 20 ans, s'est particulièrement accrue, depuis lors.

On sait que ce type de traité que signent les Russes se traduit, en général, par la prise en charge par l'URSS des questions militaires et stratégiques. Jusqu'ici, celle-ci a fourni à Damas, en plus de quelque 5.000 "experts" qui se pavanent ostensiblement jusqu'au coeur de Beyrouth, un matériel militaire considérable et sophistiqué qui aurait coûté 57 pour 100 du budget national syrien.

Comment ne pas admettre, alors, que la Syrie soit devenue le satellite de l'URSS au Moyen-Orient et que l'intervention soviétique dans cette région se trouve définitivement consacrée. Un autre épisode du conflit Est-Ouest que rend plus nauséabond la reddition de Yasser Arafat aux exigences des dissidents de l'OLP appuyés par la Syrie et qui confirme son opposition radicale au plan de paix Reagan.

Une véritable recrudescence historique des événements qui place, en somme, les Etats-Unis devant une terrible interrogation sur l'avenir de sa diplomatie au Moyen-Orient, qui incite même la France à appuyer la démarche désespérée de M. Shultz à Damas.

La seule solution pourrait provenir d'une concession d'Israël. Mais elle est impensable puisqu'elle équivaudrait à mettre à l'enjeu sa propre existence.



l'opinion des lecteurs

Le Sommet de la jeunesse: un début vers...

De la rencontre régionale de Québec au Sommet de la jeunesse, je ne parlerai pas des difficultés de tout genre rencontrées par les organisateurs, je ne mettrai pas l'accent sur cette bataille de procédure qui a écoeuré un bon nombre de participants. Je vais aussi m'abstenir de mettre à l'avant-plan les grenouillages de certains groupes politiques dits "de gauche" qui prenaient divers moyens pour faire passer leur plate-forme idéologique. Enfin, je vais aller au-delà des déluges de visions ultra-pessimistes et d'actions négativistes, des accusations, des protestations, des dénégations de tout genre. Oui, je veux parler des nombreux participants pleins de bonne volonté et à l'esprit ouvert.

Le samedi, en atelier, des idées constructives ont été mises de l'avant dans les différents thèmes de travail. Plusieurs se rendent compte que le "salut" ne vient pas nécessairement "d'en haut" mais bien de notre propre capacité à mettre à exécution nos idées et nos projets. Pour cela, plusieurs participants au sommet ont pris conscience qu'il faut s'unir pour renforcer notre voix auprès des différents pouvoirs, qu'il faut abolir nos craintes de parler franchement et honnêtement, droit debout, devant les gouvernants provinciaux, fédéraux, aux dirigeants syndicaux, aux responsables financiers et dirigeants d'entreprises. Voilà un

des buts exprimés et partagés par beaucoup de jeunes au Sommet québécois de la jeunesse.

Le Sommet de Québec a permis, malgré tout, de faire regrouper un tas de jeunes ayant le goût de réfléchir, d'émettre des opinions et des projets de solutions. Le presque "fouillis" des pléniers a renforcé ce sentiment et a rapproché beaucoup plus de jeunes de diverses tendances, qu'on pouvait le penser.

Revenus dans leur milieu, un grand nombre de jeunes du sommet, se regroupent encore et tentent de faire mentir les "flashes" de la rencontre régionale. Ils ont des idées en tête et tâcheront, dans le concret, de les faire partager encore plus et de les mettre opérationnelles.

Vue sur cet angle, la rencontre régionale du Sommet de la jeunesse n'a pas été réellement un échec. Elle a permis d'heureuses rencontres. Elle a permis à plusieurs de donner le goût d'avancer au lieu de crier sur place, de continuer de se creuser la tête à des alternatives positives et réalisables au lieu d'accusations faciles, de voir qu'on peut se faire entendre dans des dialogues francs auprès des différents pouvoirs au lieu de voir tout en noir, tellement noir qu'il n'y a qu'une solution: prendre un fusil et faire la révolution.

Je termine mon point de vue en remerciant de tout coeur les organisateurs et en assurant tou-

te la population que la jeunesse commence une importante marche vers... Les fruits viendront rendre justice à l'action en-

treprise par le Sommet québécois de la jeunesse.

André Bernier
Québec

Réponse jugée décevante

(Lettre adressée à M. Jean-Louis Harguindeguy, président du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec)

Après avoir lu et relu votre réponse du 20 juin à l'article de Madame Marthe Baril, paru le 6 juin, dans le journal LE SOLEIL, et intitulé "Le SFPQ est malade", je ne puis m'empêcher de vous écrire pour vous faire connaître mon opinion sur ces commentaires.

Je crois qu'avant de répondre à la lettre de Madame Baril, vous auriez dû la lire plus attentivement car celle-ci est écrite avec suite et logique.

En tant qu'observatrice au dernier congrès, elle commence d'abord par nous dire avec quel pourcentage les décisions contestées ont été prises (surtout celle du principe du suffrage universel pour l'élection du président général du SFPQ) pour ensuite se poser la question: à savoir si les délégués, qui étaient divisés en deux clans diamétralement opposés, avaient été capables d'étudier et de discuter objectivement les différentes propositions.

Elle s'interroge également sur la représentativité des délégués et pour terminer propose quelques solutions.

Malheureusement, votre réponse, elle, manque de justesse et de cohérence.

Dès le deuxième paragraphe, vous y allez d'une grossière contradiction en déclarant: "...vous

pouvez difficilement prétendre que ces délégués ont fait part de leur point de vue sans procéder à la consultation préalable de leurs membres..." pour ensuite enchaîner en disant que: "... malheureusement c'est le propre d'une grande majorité de délégués".

Plus loin, vous affirmez que certaines comparaisons, faites par moi, lors du congrès, étaient sans fondement. Cela m'a étonné et de plus, je n'arrivais pas à m'en souvenir! J'ai alors écouté l'enregistrement de la seule intervention que j'ai faite à cette occasion. Ma perte de mémoire a été vite expliquée: je n'avais pas fait de comparaison!!

Sur votre conseil, j'ai relu attentivement l'article paru dans le journal LE SOLEIL du 28 mai dernier et, moi aussi j'ai cru comprendre que vous aviez l'intention de demeurer en poste jusqu'en 1990. Par contre, je suis très heureux quand vous confirmez que telle n'est pas votre intention à l'heure actuelle!

Je m'attendais à une réponse plus à la hauteur de votre réputation. Maintenant, puis-je vous donner un conseil? Je sais qu'habituellement, vous ne laissez aucun écrit sortir du Syndicat des fonctionnaires provinciaux sans l'avoir lu — vous pourriez peut-être faire de même avec vos propres lettres.

Jean-Yves Sanschagrin
Neufchâtel

le point

Le NPD se cherche toujours



raymond giroux

Le Nouveau Parti démocratique, toujours plus fier de son passé qu'assuré de son avenir, a carrément choisi en fin de semaine la voie de la social-démocratie.

Non pas qu'il n'y ait rien de très nouveau dans cette option, mais l'idéologie officielle du NPD s'en tenait toujours au socialisme relativement rigide et dépassé du Manifeste de Regina, qui date de 50 ans déjà.

Le véritable virage moderniste du parti a commencé au cours des années soixante, avec l'expulsion du groupe de gauche appelé Waffle, concentré autour d'un noyau intellectuel de gauche de l'Ontario urbain.

Les ambitions plus ouvertement électoralistes du chef Ed Broadbent avaient accentué ce passage au réalisme politique, mais sans succès aucun au moment des élections. Le NPD n'a

jamais pu se défaire de son image de troisième parti, de perdant éternel.

Dirigé de l'Ontario mais fort surtout dans les provinces des Prairies et en Colombie-Britannique, ses contradictions internes l'ont souvent amené à prôner des positions centralisatrices qui l'ont carrément éliminé de la vie politique, au Québec.

Car le socialisme, en soi, planifie à l'échelle d'un pays tout entier, sans grande ouverture sur les particularités régionales ou sur la diversité culturelle. Alors, pour ce que touche l'autonomie des gouvernements provinciaux et la décentralisation économique, il n'y avait rien pour attirer les sympathies des Québécois(es).

Le plan, ce charme particulier prévu pour l'électorat de la province, a une longue pente à remonter: le NPD attend toujours son premier élu québécois malgré le fort noyau social-démocrate qu'on compte chez nous au sein du mouvement syndical et aussi du Parti québécois.

Mais il faudra plus qu'une promesse de M. Broadbent et une résolution passée de force au

congrès de la dernière fin de semaine pour entamer la forteresse libérale et envoyer aux douches un des 74 députés du PLC.

Le Nouveau Parti démocratique aura besoin de clarifier sa conception de l'équilibre économique canadien avant de se trouver des votes au Québec: en quoi la nationalisation d'une banque n'ajoutera pas plus de poids au pouvoir de la Banque du Canada, et ce au détriment des autres intervenants économiques?

Il faudrait aussi expliquer pourquoi l'éventuelle prise de contrôle d'un secteur témoin dans le domaine bancaire connaîtra plus de succès à Ottawa que les expériences identiques conduites au Québec, comme l'amiante, par exemple.

Le NPD doit venir s'expliquer au Québec, concrétiser ses bonnes intentions des derniers jours par une présence accrue, même s'il ne doit pas s'attendre à émouvoir le public ou à déclencher des mouvements de masse.

Cependant, à long terme, ce parti représente une voix essentielle dans le monde politique

canadien. Les sociaux-démocrates du Québec, désabusés du gouvernement péquiste dans bon nombre de cas, ont besoin d'une expression politique différente, qui sorte du cercle vicieux liant question nationale et option économique.

N'oublions pas qu'aux prochaines élections fédérales prévues pour 1984, la population aura principalement à choisir entre un Parti conservateur carrément de droite, sous la gouverne de M. Brian Mulroney, et un Parti libéral plus au centre avec M. Trudeau, mais dont l'éventuel remplacement par un John Turner ou d'un Donald S. Macdonald ne comporte aucune garantie de maintien de la ligne actuelle.

Dans ce contexte, le Canada a besoin d'un choix véritable. Mais le chef Ed Broadbent, trop souvent allié au Parti libéral comme il l'a démontré sur la question constitutionnelle, et plus porté à défendre les droits de toutes les minorités sauf ceux des francophones et des Québécois(es), n'est peut-être pas le meilleur porte-drapeau de son groupe.

LE SOLEIL ou André Arthur?

(La présente s'adresse à la nosaltalgique Françoise Bouchard)

J'aimerais essayer ici de vous faire comprendre chère madame que vous ne pouvez pas avoir deux amours en même temps ou c'est LE SOLEIL ou c'est André Arthur.

Je me demande si on lit le même journal: ne me dites pas que les Claude Masson, Jacques Dumais, Raymond Giroux, Anne-Marie Voisard, Vincent Cliche etc, font preuve de partisannerie et qu'ils ont une nette option péquiste. Je crois au contraire que ces éditorialistes font montre de beaucoup d'objectivité.

Je m'interroge sur vos intérêts: si ce sont les ragots, de grâce restez avec M. Arthur et achetez LE SOLEIL pour les rubriques: bridge, décès, feuilleton, horoscope, loteries, mots mystère et croisés.

Vous trouvez la page des lecteurs extrêmement "plate", eh bien, j'ai trouvé votre missive doublement "plate".

LE SOLEIL, avec dé-

mocratie, offre une page aux citoyens afin de leur permettre de s'exprimer sur des sujets divers.

Je ne crois pas que LE SOLEIL vous force à être une de ses lectrices.

Quant à moi, c'est avec beaucoup d'intérêt que je lis ce journal, outre les quelques rubriques ci-haut mentionnées, j'aime la page des lecteurs, arts et spectacles, éditorial, politique nationale et internationale ainsi que les sports.

Ne pensez pas que je suis une inconditionnelle d'un seul journal car je touche aussi à d'autres médias. Je reviens toujours à ce journal pour la bonne mise en page, la bonne couverture des événements de ses professionnels, (cela ne veut pas dire qu'il y a toujours consensus sur leurs propos) mais j'aime beaucoup leur honnêteté intellectuelle et le souci qu'a le rédacteur en chef M. Claude Masson de tâter le pouls de ses lecteurs.

Diane Morin
Québec

Natashquan

La SQ observe la situation

par Michel CORBEIL

La journée d'hier s'est déroulée sans incident à Natashquan où les Amérindiens montagnais réclament la gestion immédiate de la rivière locale alors qu'une pourvoirie veut y exploiter coûte que coûte ses installations.

Hier, le pourvoyeur Natashquan-Safari a expédié six personnes à ces installations, soit un actionnaire de la compagnie, M. Guy Chaumont, deux clients venus pêcher le saumon, un aide de camp, une cuisinière et son aide. Après des difficultés de communication avec le groupe, le procureur de Na-

tashquan-Safari, M. Jacques Déry, a signalé en fin d'après-midi au SO-LEIL:

"Nos clients sont en train de pêcher. Tout va bien. Il y a bien des Amérindiens sur place, mais jusqu'à maintenant, nous ne pouvons pas dire s'ils ont commencé à agacer nos pêcheurs." Durant la journée, M. Déry avait demandé la protection de la police, disant craindre pour la sécurité du groupe. "La Sûreté du Québec est sur place et elle est en relation constante avec la personne chargée des communications avec notre groupe."

De fait, depuis dimanche, un contingent de sept policiers de la SQ

a été dépêché sur les lieux. Cependant, un porte-parole de la Sûreté à Montréal, qui coordonne les communications policières, a indiqué qu'on n'envisageait pas le recours à une protection sur la rivière même à moins d'événements particuliers.

"Nous avons le mandat de protéger la vie ou les biens des personnes et de maintenir la paix. Non de prendre position pour l'une ou l'autre partie. Jusqu'ici, a-t-il relaté, il ne semble pas y avoir e de violence physique. Mais nous ne pouvons pas dire évidemment s'il y a eu violence verbale."

Le procureur de la pourvoirie a

de nouveau dit son insatisfaction du rôle joué par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (MLCP). "Il a trois torts, a-t-il dit en substance: la promesse non tenue aux Amérindiens de leur remettre cette année la gestion de la Natashquan; de ne pas avoir avisé Natashquan-Safari de cette entente; de ne pas avoir réagi aux actions des Amérindiens. "LE SOLEIL" n'a pu joindre hier de porte-parole des Montagnais pour connaître leur version du déroulement de la journée, mais un communiqué a répété que les Amérindiens "sont déterminés à reconquérir leur rivière par des moyens pacifiques".



Les parents du jeune Dawson photographiés, hier, lorsqu'ils quittaient la salle d'audience du tribunal de la famille.

Les Dawson, un couple violent

BURNABY, Colombie-Britannique (UPC) — Deux travailleurs sociaux qui se sont occupés du cas des parents du jeune Stephen Dawson, le garçon gravement retardé dont la garde fait l'objet d'une bataille juridique, ont affirmé hier en cour que la violence verbale et physique avait marqué les relations entre le père et la mère de l'enfant.

Le ministère des Ressources humaines de la province a demandé au tribunal de lui confier la garde de Stephen, âgé de sept ans. Les parents contestent la requête et désirent que l'enfant, qui se trouve actuellement dans un hôpital, leur soit confié.

A l'audience du tribunal de la famille, hier, les deux travailleurs sociaux ont raconté que la vie maritale des Dawson avait été marquée par de nombreuses disputes. Mme Sharon Dawson a dit à l'un des travailleurs sociaux que son mari l'avait battu à trois occasions. Par ailleurs, selon l'autre travailleur social, Mme Dawson aurait attaqué son mari à une occasion en plus de s'adresser fréquemment à lui dans un langage ordurier.

Les Dawson, après une séparation, ont divorcé. Toutefois, au début de l'année, ils se sont remariés. D'autres travailleurs sociaux doivent témoigner dans cette affaire avant que les époux Dawson ne déposent, probablement la semaine prochaine.

Les Taschuk ne savaient rien de l'overdose

EDMONTON (UPC, PC) — Les parents de la petite Candace Taschuk ont déclaré hier, en cour, qu'ils avaient accepté que l'enfant ne soit plus branchée sur un appareil de survie mais qu'ils n'avaient jamais autorisé l'injection de morphine qui a entraîné la mort du bébé.

Les parents ont expliqué au juge Carl Rolf que les médecins leur avaient demandé la permission de la débrancher de l'appareil pour savoir si le bébé pourrait survivre par ses propres moyens.

Candace a pourtant succombé à une overdose de morphine à l'hôpital universitaire le 8 octobre 1982, 16 heures après sa naissance par césarienne.

L'ordonnance portait le nom du Dr Nachum Gal, âgé de 37 ans, qui aurait voulu agir par "euthanasie avec compassion".

A l'enquête du juge Rolf, Mme Debbie Taschuk, âgée de 24 ans, a déclaré qu'elle avait éprouvé des difficultés, au cours de sa grossesse, et qu'elle avait dû être transportée par ambulance de Two Hills à Edmonton, soit une distance de 120 kilomètres.

C'est le procureur général de l'Alberta, M. Neil Crawford, qui a ordonné une enquête judiciaire dans cette affaire, après avoir appris que la morphine avait été prescrite.

CORRECTION

Il s'est glissé une erreur dans notre cahier publicitaire du 7 au 9 juillet, distribué dans les foyers le mercredi 5 juillet.

Page 7 - L'article suivant est disponible en modèle court seulement: FAUTEUIL à ressorts, plant et léger, doté d'une housse en toile imprimée, suspendue par des ressorts, avec appui-bras en bois, cadre en acier de fort calibre, traité contre la rouille.

6,66\$ chacun

Zellers

Nous nous excusons de cette erreur auprès de notre clientèle.

AVIS À LA CLIENTÈLE

Nous visons à une publicité aussi précise que possible. Des erreurs se sont glissées par mégarde. Nous nous excusons auprès de notre distinguée clientèle pour les inconvénients que ceci peut causer.

Suite à la parution de notre annonce dans le journal Le Soleil, section C, page 12, veuillez prendre note que pour la CALCULATRICE SEARS 2000, pour des raisons hors de notre contrôle, cette marchandise n'est pas disponible. Rayon 3 — Livres, papeterie, photo.

CLES FORGÉES RÉGLABLES — Les dimensions 6 et 8" ne sont pas disponibles présentement mais, pour accommoder les clients, nous prendrons les commandes. Rayon 9 — Quincaillerie.

CASSETTES VIDÉO BASF à 15,99 nous n'aurons pas dû lire paquet de 4. Rayon 57 — Stereo.

Dans l'en-tête nous aurons dû lire "Quantités limitées".

Sears

CORRECTIONS

Dans notre cahier publicitaire "dollars étoiles", insérer le samedi 2 juillet dans Le Soleil.

Page 2 - Le fauteuil en lanières de vinyle à 105 n'est pas tel qu'illustré. Le fauteuil "Milano" à 325 n'est pas disponible dans tous nos magasins.

Le motif du paraisol à 1205 et du coussin de fauteuil à 175 ont légèrement différé du modèle illustré. Certains sont de couleur jaune uni, sans motif.

La table de patio à 295 n'est pas en treillis de métal, tel que mentionné. On aurait dû lire: table de 42" en métal peint blanc.

Les 30 crayons feutre ou 30 stylos billes avec porte-crayons ou 36 crayons feutre, de 3\$ à 3,50\$ le paq., ne sont pas disponibles.

Page 5 - Sandales tissées pour hommes. Notre prix courant 12,99\$. Prix de vente 10\$. On aurait dû lire: Notre prix courant 11,99\$ pour 9\$.

Page 6 - Table en bois à placage de chêne. On aurait dû lire: table en bois à dessus plaqué chêne. Le resac de la table est "fini chêne".

Nous nous excusons de ces erreurs auprès de notre clientèle.

Towers

TIP TOP

Notre tradition est synonyme de qualité et de bons prix

VENTE 142 PRIX

TIP TOP

COMPLETS AVEC GILET
REDUITS A LA
1/2 DE NOTRE PRIX DE
DETAIL ORIGINAL.
Groupe sélectionné. Prix original
à partir de 199,95 \$
MAINTENANT
9999
ET PLUS

PANTALONS SPORT
REDUITS A LA
1/2 DE NOTRE PRIX DE
DETAIL ORIGINAL.
Prix original à partir de 39,00\$
MAINTENANT
1749
ET PLUS

CHEMISES HABILLÉES
A MANCHES LONGUES
REDUITS JUSQU'À LA
1/2 DE NOTRE PRIX DE
DETAIL ORIGINAL.
Prix original à partir de 22,00\$
MAINTENANT
1100
ET PLUS

CRAVATES
REDUITS JUSQU'À LA
1/2 DE NOTRE PRIX DE
DETAIL ORIGINAL.
Prix original à partir de 10,00\$
MAINTENANT
499
ET PLUS

CHEMISES HABILLÉES
A MANCHES COURTES
REDUITS JUSQU'À LA
1/2 DE NOTRE PRIX DE
DETAIL ORIGINAL.
Prix original à partir de 16,00\$
MAINTENANT
799
ET PLUS

EN PLUS, FAITES DES ÉCONOMIES INCROYABLES
Sur une grande variété de
marchandise, y compris:
CHEMISES SPORT
A MANCHES LONGUES
T-SHIRTS
VESTONS SPORT
ROBES DE CHAMBRE
COUPE-VENT
MAINTENANT
999
ET PLUS
899
ET PLUS
7999
ET PLUS
1999
ET PLUS
1999
ET PLUS

PLACE QUEBEC • GALERIES CHAGNON • PLACE LAURIER • PLACE FLEUR DE
LYS • GALERIES DE LA CAPITALE • PLACE DU ROYAUME - CHICOUTIMI